

Travail à temps partiel :**le gouvernement organise le chômage
pendant que les patrons font fortune et licencient**

P. 4 et 5

**lutte
ouvrière****Les
élections
cantonales**

P. 10-11

Hebdomadaire - paraît le samedi - N° 873 - 23 février 1985 - prix : 6 F

De la Nouvelle-Calédonie à la France :**Une droite arrogante
face à une gauche
veule et timorée****L'armée israélienne quitte le Liban :****Un sombre bilan**

P. 8-9

sommaire

Dans le monde

Page 7 :

- Afrique du Sud : arrestations et répression.
- Cambodge : des succès... pour l'armée vietnamienne.

Pages 8 et 9 :

- Les troupes israéliennes quittent le Liban : l'Etat sioniste n'a rien gagné.
- Espagne : le beau monde de la spéculation.

En France

Pages 4 et 5 :

- La fortune des uns... la pauvreté des autres.
- La Bourse s'en met plein les poches.
- L'impôt sur la fortune : ç'a eu payé !

Page 5 :

- Le gouvernement encourage... le chômage partiel.

Page 6 :

- Le gouvernement aux promoteurs : servez-vous.
- Au Liban, les risques du métier.

Pages 10 et 11 :

- Les élections cantonales.
- Les candidats de Lutte Ouvrière.

Page 12 :

- La lutte des colporteurs de journaux ; gare d'Austerlitz.

Page 13 :

- Creusot-Loire Saint-Chamond ; Alsthom-Atlantique Saint-Nazaire.

Pages 14 et 15 :

- Saft Bordeaux ; Du Pont de Nemours, Besançon ; Kréma Montreuil ; Chantier Naval de La Ciotat ; Fonderie Thecla, Delle (90) ; EGF Paris-Ouest.

Culture

Pages 16 et 17 :

- Livres : *Je rentre au pays* de S. Blumsztajn ; *Camarade Nachman* d'I.J. Singer.
- Exposition : « Innovations » de la nature et innovation industrielle.

Pages 18 et 19 :

- Film : *La déchirure* ; au Cambodge, l'impérialisme américain a inauguré les massacres.
- Exposition : *L'impressionnisme et le paysage français*.

LUTTE OUVRIERE regroupe des militants pour qui le socialisme n'a ni le visage de Mitterrand, ni celui des actuels dirigeants de l'Union Soviétique.

Les travailleurs sont seuls capables de remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle, humaine, car communisme et socialisme sont le seul avenir possible pour l'humanité menacée par les guerres, les crises, l'épuisement des matières premières et la pollution dus à l'anarchie et à l'égoïsme de la société actuelle.

Les travailleurs devront détruire l'appareil d'Etat de la bourgeoisie, c'est-à-dire son gouvernement mais aussi son Parlement, ses tribunaux, sa police, son armée et exercer eux-mêmes, directement, le pouvoir, car le bulletin de vote ne peut pas changer la vie.

Les travailleurs n'ont pas de patrie et ils savent qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut pas être un peuple libre.

C'est pourquoi les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, c'est-à-dire communistes et socialistes révolutionnaires et internationalistes.

PPC, 25-27, rue de la Folie-Méricourt, 75011 Paris

Adresser toute correspondance à LUTTE OUVRIERE
B.P. 233 - 75865 - Paris Cedex 18
C.C.P. RODINSON PARIS 6851-10

Dreux : péril en la demeure

En 1983, à l'occasion des élections municipales à Dreux, le Front National de Le Pen obtint un score qui lui permit d'accéder au Conseil municipal. L'essentiel de la campagne de ce groupe d'extrême-droite fut consacré à prôner le combat contre l'insécurité.

Depuis, les partis de droite et le Front National, majoritaires au Conseil, ont refusé de développer la

prévention contre la délinquance et ont augmenté les effectifs des forces de l'ordre — en créant en particulier une police municipale.

Pour quels résultats ?

Les statistiques indiquent une forte augmentation de la délinquance de 1983 à 1984, en même temps qu'une diminution de l'efficacité de la police ! Le pourcentage d'enquêtes élucidées est

en effet passé de 26 % à 19 %, alors que dans le même temps les cambriolages des habitations ont augmenté de 187 %, les vols à la roulotte de 135 %, les vols à l'étalage ont plus que doublé, les escroqueries aussi !

En somme c'est enfin la sécurité pour les copains et les coquins qui s'en donnent à cœur joie. A bon entendeur...

André CASTILLE

EN BREF

PUBLICITÉ A BON COMPTE POUR CHRYSLER

Chrysler signe un chèque de 500 dollars à tous ceux de ses acheteurs qui ont fait l'acquisition de leur voiture durant « les années de crise ». Chèque à valoir sur l'achat d'un modèle 1985, bien entendu ! Et de présenter ce geste comme une juste récompense pour ceux qui ont ainsi contribué à faire sortir la firme de l'ornière.

Soit dit en passant, la somme créditée représente ni plus, ni moins que le montant de toute reprise promotionnelle. Citroën, actuellement, offre 5.000 F pour tout échange d'un vieux véhicule contre un neuf.

Et Chrysler ne manque pas de cynisme. Car c'est au prix de 80 000 travailleurs américains jetés sur le pavé et de salaires diminués de moitié pour les autres, que la firme a pu annoncer triomphalement 2,4 milliards de bénéfices pour 1984.

LES HYPOCRITES

C'est manu militari que toute une famille afghane s'est retrouvée embarquée en avion pour l'Iran la semaine dernière. Réfugiée en Iran après la destruction de sa maison à Kaboul en Afghanistan, puis victime de la répression en Iran, cette famille réfugiée en France refusait de toute force d'être renvoyée à Téhéran. Et l'on comprend qu'elle puisse craindre le sort qui l'y attend.

Cela n'a apparemment pas ému le gouvernement français, qui a mobilisé 18 gendarmes pour faire embarquer la famille à Orly. Pour les politiciens français, la solidarité avec le peuple afghan, plus c'est loin, plus c'est bien.

ENFER FISCAL

Le fisc a de la suite dans les idées. Il avait envoyé sa feuille d'impôt à une dame qui était morte depuis deux ans.

Sur l'enveloppe, sa concierge a indiqué que la destinataire se trouvait dorénavant au cimetière.

Eh bien le fisc a réexpédié la feuille d'impôt audit cimetière...

De quoi se retourner dans sa tombe.

C'EST LA PAIX...

Un rapport des Nations unies vient de faire savoir que depuis 1945 il y a eu 21 millions de morts de guerre. Un chiffre qui rappelle que l'état de paix, qui officiellement règne sur la planète depuis 1945, a juste fait deux fois moins de morts que la Deuxième Guerre mondiale... Et effectivement, depuis 1945, il n'y a « la paix » dans le monde que parce que les impérialistes, qui empêchent par les armes les peuples des pays du Tiers Monde de desserrer leur étau, le font chacun dans leur coin, et parce que les deux grandes puissances ne s'étripent que par petits peuples interposés. Rien que pour l'année 1983, d'ailleurs, il

y a eu 4 millions de soldats engagés dans des conflits qui ont touché 75 pays. Et en ce moment il y a entre 33 000 et 41 000 tués par mois sur les divers champs de bataille du globe.

Mais comme à quelque chose malheur est bon, comme dit le proverbe, quelques chiffres nous rappellent que tout cela fait des heureux : les marchands de canons français sont encore cités à l'honneur par la presse américaine, qui mentionne le record historique de la France : 50 milliards de francs d'armements vendus en 1984. Comme le chantait Boris Vian, « faut que ça saigne »...

TCHAD : OÙ EST L'AIDE FRANÇAISE ?

La famine sévit au Tchad. Le déficit alimentaire y serait, selon la FAO, de 300 000 tonnes par an, si l'on prend pour référence l'année 1984. 500 000 personnes, sur les 4 millions d'habitants, sont actuellement totalement privées de nourriture. La FAO a distribué au mois de décembre 1984 300 tonnes de nourriture. Et les Tchadiens attendront fin février au moins pour avoir droit aux 25 000 tonnes de vivres débarquées par la FAO au Nigeria.

« L'absence de communications nous interdit d'apporter

plus de 120 000 tonnes par an, sauf à organiser un pont aérien avec les pays nantis », a déclaré le représentant de la FAO à N'Djamena.

Mais l'aide des pays nantis ne prend pas ce chemin. Trois d'entre eux, les USA, la Grande-Bretagne, les Pays-Bas, ont réduit leur participation financière au fonds de la FAO, en invoquant la crise. Quant à la France, elle a en tout et pour tout envoyé, pour 1985, 3 000 tonnes. Les ponts aériens, c'est pour les soldats, pas pour les vivres...

Bulletin d'abonnement

Je désire m'abonner aux publications suivantes (1) :

LUTTE OUVRIERE

pour une période de un an : 180 F

pour une période de six mois : 95 F

LUTTE DE CLASSE

(mensuel politique publié par Lutte Ouvrière)

pour une période de un an : 60 F

NOM :

Prénom :

Adresse :

Code postal :

Joindre la somme par chèque ou mandat-lettre à l'ordre de Michel Rodinson, CCP Paris 6851-10. A expédier à : LUTTE OUVRIERE, BP 233, 75865 Paris Cedex 18.

(1) Rayer les mentions inutiles

De la Nouvelle-Calédonie à la France :

Une droite arrogante face à une gauche veule et timorée

UN capitaine de gendarmerie rappelé à Paris pour s'expliquer devant ses officiers supérieurs (qui sont sans doute les seuls à pouvoir lui demander des comptes car, bien sûr, les civils, même ministres, cela ne compte pas quand ils sont socialistes), voilà tout ce qu'a pu obtenir Pisani contre les gendarmes qui ont permis à l'extrême-droite calédonienne de tenir dimanche dernier, à Thio, en plein pays kanak, sa manifestation pourtant interdite par Pisani.

Après Mitterrand, Mauroy et Fabius, Pisani n'a pas non plus les moyens de sa politique. Ils sont président, Premier ministre, ministre et ne commandent ni au Conseil d'Etat, ni au Sénat, ni à l'administration, ni à l'armée, ni à la police, ni à la justice. Ils sont élus — on ne sait pas trop pour combien de temps encore — mais ils ne commandent rien, à personne. Ils n'ont pas vraiment le pouvoir et on a tout lieu de penser qu'ils ne veulent pas se donner les moyens de l'avoir.

En fait, que l'extrême-droite calédonienne ait appelé cette manifestation un « pique-nique » ne peut faire illusion. C'était, on l'a vu, une provocation conçue pour entraîner des heurts avec les Kanaks. Mais ce n'est même pas l'extrême-droite qui a eu à frapper. Ce sont les gendarmes qui s'en sont chargés, au nom de Pisani.

Pisani n'était pas d'accord ? Peu importe. Le résultat revient au même. Car finalement, Pisani et le gouvernement vont sans doute s'incliner de fait et, s'ils prennent des sanctions, celles-ci resteront symboliques et, tout le monde le sait, provisoires... jusqu'en 1986.

Une nouvelle fois, les représentants du gouvernement de gauche se font cracher à la figure par la droite, par l'extrême-droite, par la police ou par les corps constitués. Et ce sont ces représentants du gouvernement de gauche qui, finalement, s'inclinent et peut-être même vont présenter des excuses.

En tout cas, il est une leçon que les Kanaks peuvent tirer de tout cela : c'est que s'ils veulent garantir leur liberté, ils ne doivent compter que sur eux-mêmes, sur leur détermination et leur organisation et surtout pas sur les

promesses d'un Pisani, qui ne sait ou ne veut ni s'opposer à l'extrême-droite, ni s'imposer à ses propres gendarmes.

Quant aux petits Blancs caldoches qui suivent l'extrême-droite, ils se préparent de drôles de lendemains. Exactement comme les Pieds-Noirs, en se rangeant jadis derrière l'OAS, ont été à l'encontre de leurs propres intérêts, ont laissé creuser un fossé de haine entre eux et les Algériens, et ont rendu ainsi impossible pour eux de rester en Algérie.

L'extrême-droite en Nouvelle-Calédonie se moque pas mal des intérêts des Caldoches. Elle se sert d'eux ; mais de leurs intérêts véritables, elle n'en a rien à faire. La Nouvelle-Calédonie sera un jour indépendante. Tout le monde le sait. Et tous ceux qui aujourd'hui jettent de l'huile sur le feu et attisent les haines entre Kanaks et Caldoches ne font simplement que rendre impossible pour ces derniers de rester là-bas, une fois que les gendarmes français auront plié bagage.

Ici aussi, un Le Pen, ancien partisan de l'OAS justement, dont la presse vient de rappeler le passé en Algérie, joue de même quand il se présente comme le défenseur des travailleurs français contre leurs frères immigrés.

Mais Le Pen se moque pas mal des travailleurs ou des chômeurs français. Sa campagne anti-immigrés ne vise qu'à spéculer sur le racisme et les préjugés d'une fraction des couches populaires, certainement pas à défendre les intérêts de celles-ci. Car Le Pen est exactement comme Chirac, ou Barre, ou Giscard. Il défend les mêmes intérêts qu'eux, ceux des riches et des capitalistes. La preuve, d'ailleurs, c'est qu'il recherche systématiquement leur alliance électorale.

Alors, malheur au travailleur qui aujourd'hui suit Le Pen, comme au Caldoche qui suit ses amis du Front Calédonien. Il ne ferait qu'aider à mettre en selle son pire ennemi. Car le régime de terreur et de torture qu'un Le Pen au pouvoir pourrait instituer ne viserait pas les seuls immigrés, mais toutes les couches populaires.

Arlette LAGUILLER

Cantoniales, régionales, législatives :

Les urnes funéraires de la gauche

La campagne des cantoniales n'est même pas commencée que le gouvernement annonçait qu'aux élections suivantes, en 1986, on voterait non seulement pour élire le Parlement, mais également, et pour la première fois, pour élire les Conseils régionaux. Sans donner plus de précisions, il annonçait que ces derniers seraient élus au suffrage direct et à la proportionnelle.

Cette décision répond à une promesse contenue dans les 110 propositions du candidat Mitterrand et correspond à la politique de « décentralisation ». Mais elle satisfait également aux revendications de la droite qui, se renforçant d'élection en élection depuis 1982, préfère l'élection des Conseils régionaux au suffrage univer-

sel plutôt que le système actuel. La plupart de ses dirigeants se sont d'ailleurs félicités de la décision gouvernementale, la considérant comme un recul.

Mais tous les politiciens, qui ont déjà les yeux tournés vers les législatives de 1986, voire vers les présidentielles, voudraient bien connaître avec quelle loi électorale les prochaines élections se dérouleront. Fabius et Mitterrand ont laissé dans le vague le mode d'élection des conseillers régionaux et, en ce qui concerne les législatives, ils n'ont rien dévoilé de leurs batteries.

S'il est certain qu'ils sont suffisamment responsables devant la bourgeoisie pour ne pas instaurer une véritable proportionnelle qui donnerait un

Parlement sans majorité possible, ils ne disent pas quelle « dose de proportionnelle » ils comptent « instiller ». Ils se réservent encore la possibilité, à l'aide de la réforme électorale, de pouvoir donner le plus tard possible un coup de pied dans les combinaisons de l'opposition.

Mais là est bien d'ailleurs toute leur ambition, face au discrédit que la gauche a acquis au gouvernement. Ils s'apprêtent à repasser le pouvoir à la droite, en essayant seulement de sauvegarder quelques sièges et de ménager quelques combinaisons pour permettre à Mitterrand de rester à son poste avec une majorité de droite.

L. G.

Prochain Cercle

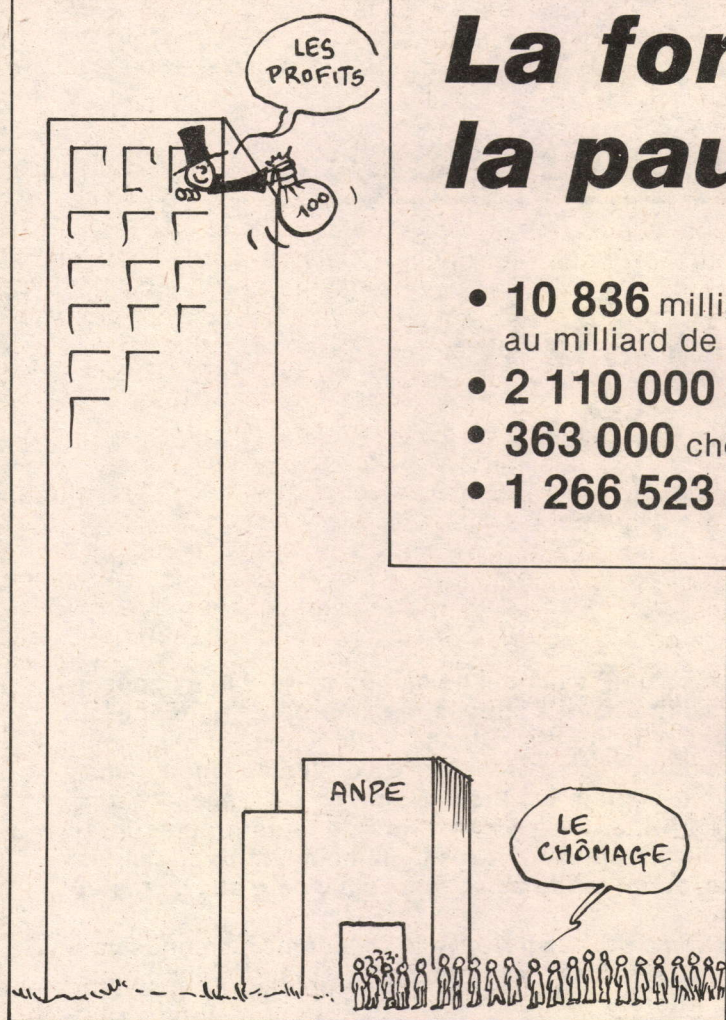
Léon Trotsky :

Vendredi 1^{er} mars à 20 h 30
à la Mutualité, 24, rue Saint-Victor,
Paris 5^e.

Maghreb :

**Les classes populaires,
la bourgeoisie nationale
et l'impérialisme.**

EN FRANCE
TOUT AUGMENTE...



La fortune des uns... la pauvreté des autres

- **10 836** milliardaires (personnes ayant déclaré une fortune supérieure au milliard de centimes aux impôts).
- **2 110 000** chômeurs touchent moins que le SMIC.
- **363 000** chômeurs touchent moins de 3 500 F mensuels.
- **1 266 523** inscrits à l'ANPE ne touchent aucune indemnité.

La Bourse s'en met plein les poches

Les spéculateurs boursiers viennent de fêter le doublement du prix des actions françaises survenu en un peu plus de trois ans. Et ces dernières semaines n'ont pas été les moins bonnes puisque en janvier le cours moyen des actions a encore augmenté de 7 à 8 %. Autrement dit la Bourse vient d'augmenter deux fois plus en un mois que les salaires en un an.

Si la Bourse s'envole, c'est que les riches sont rassurés. Ils savent qu'ils n'ont rien à craindre des socialistes au gouvernement, bien au contraire. Les bénéfices des grosses entreprises sont en hausse. Les prévisions des spécialistes laissent entendre que ces profits vont augmenter deux fois plus cette année que l'année dernière, qui n'avait déjà pas été mauvaise ; et donc qu'il y aura des dividendes plus copieux versés aux actionnaires.

A en croire d'ailleurs le bulletin du 19 février de l'Agefi, une publication destinée aux banquiers et aux financiers, « apparemment les mauvais chiffres du chômage annoncés à la veille du week-end laissent indifférents les investisseurs français. Mieux, certains y voient le signe des restructurations qui devraient permettre à l'industrie française de se muscler ». Bref, quand les travailleurs sont jetés sur le sable, ces parasites sablent le champagne.

Mais si les actions s'achètent et se revendent de plus en plus cher, c'est aussi et surtout en vertu de ce que les boursicoteurs appellent « l'effet d'entonnoir ». Autrement dit, la Bourse est gavée d'argent. Il n'y a plus assez d'actions par rapport à tous les capitaux qui cherchent à spéculer. Et le prix des actions augmente.

L'une des causes de la nouvelle hausse survenue en janvier a d'ailleurs été l'arrivée à la Bourse de masses d'argent frais, dont une bonne partie était constituée par les sommes (7 milliards chaque année) que l'Etat verse aux anciens actionnaires des sociétés nationalisées.

Quant à l'identité des gagnants qui, à la différence de

ceux du Loto, ne se laissent pas photographier, c'est le gratin des richards du pays. Selon une enquête de la Banque de France datant de 1981, les deux tiers des actions et des obligations étaient détenues par les banques, les caisses de retraites et surtout par les compagnies d'assurances (dont un bon paquet sont privées) et par les entreprises privées. Quant au tiers restant, il était entre les mains de particuliers, 2 % d'entre eux ayant en portefeuille plus de la moitié du magot. Ces gens-là possédaient tous plus de 500.000 F d'actions. Et ils viennent de doubler leur avoir les doigts dans le nez.

Paul VERNANT

1 200 chômeurs de plus par jour

Les chiffres publiés par le ministère du Travail fin janvier sont éloquentes : 2 553 000 inscrits à l'ANPE. En un an, 300 000 chômeurs de plus !

Les ouvriers qualifiés représentent 25,7 % des chômeurs, les employés qualifiés 28 %. C'est parmi eux que le nombre des chômeurs augmente le plus rapidement. C'est aussi parmi les hommes de 25 à 49 ans que désormais le chômage avance le plus vite. Les victimes actuelles du chômage se trouvent non seulement parmi les jeunes, les femmes et les travailleurs proches de la retraite, dont les emplois furent parmi les premiers

touchés, mais également parmi les salariés, ouvriers et employés, en poste depuis des années, y compris dans les grandes entreprises.

Tous les travailleurs licenciés ne le sont pas par des entreprises en difficulté. Beaucoup de patrons profitent de la crise pour justifier des licenciements de travailleurs qualifiés, présents dans l'entreprise depuis des années. Une fois ces licenciements effectués, ils rebauchent des ouvriers plus jeunes, moins qualifiés, au SMIC.

Le chômage, aujourd'hui, n'épargne plus aucun secteur de la classe ouvrière.

On licencie dans le bâtiment, pendant que le froid tue dans de vieilles maisons sans chauffage

Soixante ou soixante-dix mille travailleurs licenciés l'année dernière dans le Bâtiment et les Travaux publics : on n'en a pas beaucoup parlé dans les journaux, parce que la plupart du temps il s'agissait d'entreprises de taille petite ou moyenne. Mais dans ces cas-là, quand les travailleurs concernés sont peu nombreux et peuvent plus difficilement se faire entendre, les patrons se gênent encore moins que d'habitude.

Dans le même temps où des dizaines de milliers de travailleurs étaient licenciés de l'industrie de la

construction, des pauvres mouraient de froid dans de vieilles maisons sans chauffage.

Les patrons qui ont fermé ces entreprises, créé des chômeurs et réduit leur production de maisons et d'immeubles n'étaient pas tous, loin de là, au bord de la faillite. Un certain nombre d'entreprises qui ont licencié, et même carrément fermé boutique, étaient des filiales de sociétés florissantes, comme Bouygues ou la Société Auxiliaire d'Entreprises. Ces groupes sont parmi les géants capitalistes les plus pros-

pères de France. Ils ont construit des villes entières, des centrales nucléaires. Demain ils s'attribueront les travaux de construction du TGV Sud-Ouest.

Ces capitalistes ont préféré réduire leurs activités plutôt que de risquer de produire à perte, ou même avec des marges jugées par eux insuffisantes. Car il y avait mieux à faire, en spéculant sur les marchés financiers ou en exportant leurs capitaux aux Etats-Unis. Pour s'enrichir, ces gens-là appauvrissent toute la société.

CENE D'ACTIONS DE GRACE...



L'impôt sur la fortune :

Ç'a eu payé

Au moment où des millions de foyers sont tenus d'envoyer au fisc leur déclaration de revenu, l'administration fiscale vient de rendre publics les résultats de l'impôt sur les grandes fortunes (IGF) de l'an dernier. Résultats d'où il ressort qu'il existe au moins un impôt dont des contribuables (triés sur le volet, il est vrai) peuvent se féliciter.

En effet cet impôt a baissé en un an (3,9 milliards contre 4,2 milliards l'année précédente) et le nombre des assujettis à l'IGF aussi (il est passé de 104 000 à 103 200 personnes). De là à en conclure qu'il y aurait moins de riches, il y a plus qu'une marge... bénéficiaire !

D'abord parce que, dès son instauration en 1982, l'IGF avait été rendu aussi indolore que possible par le gouvernement PS-PC : on avait alors décidé de ne pas comptabiliser dans la fortune imposable les œuvres d'art, les forêts et ce que le gouvernement appelait « l'outil de travail », autrement dit les entreprises sur lesquelles sont justement assises les plus grosses fortunes ! A l'époque chargé du Budget et des Impôts, Fabius avait même, dans un exceptionnel moment de sincérité, reconnu que le projet d'impôt sur la fortune avait été transformé en « une coquille vide ». C'est dire !

Aujourd'hui, si le nombre des riches diminue, du moins le nombre de ceux qui payent l'IGF, c'est entre autres choses grâce à un certain nombre de tours de passe-passe dans l'estimation de leur fortune. C'est notamment le cas pour nombre de petits et moyens

bourgeois dont une partie de la fortune est composée d'immeubles et qui ont profité du marasme immobilier pour sous-estimer la valeur de leurs appartements et propriétés.

Ridiculement faible dès son origine de par son mode de calcul (il comprend entre autres un abattement d'impôt de 3,2 millions, une bagatelle), l'IGF est donc en train de fondre comme neige au soleil, tandis que la fortune des riches, elle, grossirait plutôt comme une boule de neige.

La preuve en est d'ailleurs fournie indirectement par les statistiques du fisc lui-même quant à la composition des fortunes individuelles. Commentant ces chiffres, *Investir*, un hebdomadaire qui s'adresse justement aux contribuables IGF, expliquait le 16 février que, « dans la composition des patrimoines, la part (...) des valeurs mobilières augmente ». Autrement dit, ces derniers temps les riches ont converti une part croissante de leur fortune en obligations et surtout en actions, c'est-à-dire que la partie de leur fortune qui n'a pas été convertie en dollars se trouve placée ici dans les domaines de la spéculation qui rapportent le plus, puisqu'en trois ans la valeur moyenne des actions a doublé.

Ceux qui ont le plus profité de cette aubaine, ce sont évidemment les plus riches, ceux dont la fortune est composée pour « 90 % d'actifs financiers », selon la revue déjà citée.

Ce dont on a évidemment du mal à se rendre compte, au vu des seuls résultats d'un IGF en baisse !

Pierre LAFFITTE

Les mauvais coups de Saint-Gobain

Saint-Gobain avait annoncé en 1983 un bénéfice de 400 millions de francs. 1984 a été meilleur : 500 millions. Cela n'a pas empêché le groupe, qui d'ailleurs prétend perdre de l'argent en France, de supprimer des emplois à la pelle. Par exemple, 3 500 sur un total de 35 000 dans sa filiale SGE-Sainrapt et Brice, dont il a pris le contrôle.

La décision a été prise de fermer l'usine de Saint-Gobain Isover de Rantigny, dans l'Oise, qui produisait des matériaux isolants pour le bâtiment : 600 emplois. A quelques kilomètres de là, dans la ville voisine de Creil, des centaines de HLM de la ZAC du Plateau sont devenus au fil des ans de véritables nids à courants d'air. Il n'y a aucune isolation...

Le gouvernement encourage le chômage partiel

Il fallait bien toute la réunion des têtes pensantes d'un Conseil des ministres, celui du 20 février en l'occurrence, pour mettre au point la dernière trouvaille du gouvernement en matière de « lutte contre le chômage » : le travail à temps partiel. Après les contrats de formation-reconversion, les préretraites, les TUC, voici donc le nouveau wagon d'un train de mesures « cache-chômage », selon l'expression de *L'humanité*.

Car il ne s'agit en effet de rien d'autre. A défaut de se donner les moyens de contraindre les patrons à prendre sur leurs bénéfices pour embaucher, le gouvernement ne trouve rien de mieux que de leur verser des subventions conséquentes pour les inciter à créer... du chômage partiel. Pour chaque travailleur embauché entre 18 heures minimum et 32 heures maximum hebdomadaires, 6 000 francs seront versés au patron en 1985 (3 000 F s'ils ne le font qu'en 1986). A condition quand même que le travailleur concerné soit embauché avec un contrat

à durée indéterminée, qu'il n'y ait pas eu de licenciements économiques depuis trois mois dans l'entreprise et qu'il n'y en ait pas non plus d'annoncés pour l'année à venir.

Mais ces quelques conditions sont encore de trop pour que les patrons passent par-dessus leurs réticences à créer même ce type d'emploi. Ils l'ont déjà dit. Si un salarié à temps partiel est comptabilisé — dans l'effectif de l'entreprise comme pour les charges sociales — comme un travailleur à temps plein, rien ne va plus. Et les patrons verraient d'un bon œil que deux travailleurs à temps partiel comptent pour un, ce qui permettrait une certaine flexibilité... non seulement du temps de travail mais des coûts sociaux et, pourquoi pas, de la législation liée à l'effectif de l'entreprise.

Le gouvernement ne se fait d'ailleurs aucune illusion. Et s'il a prévu une enveloppe de 690 millions de francs pris sur le budget de l'Etat pour faire passer son projet, il n'attend — au

mieux — de celui-ci que quelques dizaines de milliers d'emplois à temps partiel nouveaux ! Il faut quand même une bonne dose de cynisme et la proximité d'une élection pour oser présenter cela comme un moyen de « lutter contre le chômage » !

Quant aux chômeurs qui accepteraient un emploi dans ces conditions, le gouvernement se déclare prêt à leur verser la différence éventuelle entre leur indemnité de chômage et leur moitié ou leur quart de salaire, avec la garantie de retrouver leurs indemnités antérieures — moins l'inflation — sur la base de leur précédent salaire, s'ils se retrouvaient de nouveau au guichet d'une ANPE.

Pendant qu'il indemniserait les patrons pour ne créer que des demi-emplois, le gouvernement propose donc aux chômeurs de travailler pour un patron pour le même prix que ce qu'ils touchaient au chômage. Rien de plus. Si ce n'est pas là se moquer des chômeurs !

Lucienne PLAIN

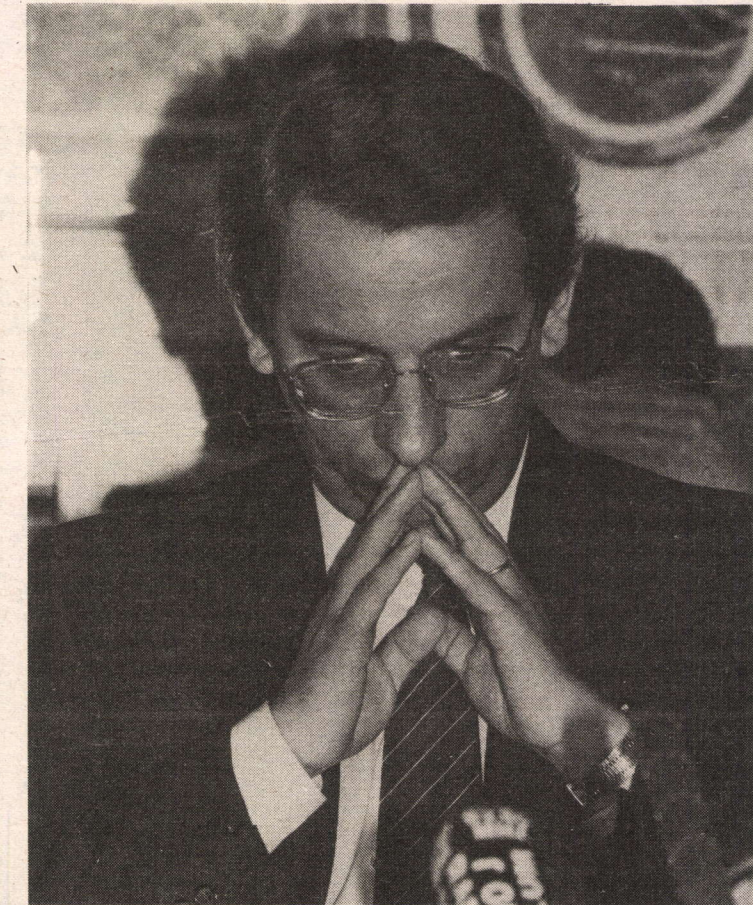
Tout pour les patrons

En France, en 1983, 1 755 000 salariés (soit 8 % de l'ensemble des travailleurs) travaillaient moins de 32 heures (dont 88 % de femmes). Pour le gouvernement, c'est donc nettement insuffisant et il lance des encouragements au patronat pour développer ce type d'emplois.

Mais, à voir ce qui se passe dans d'autres pays, les travailleurs n'ont rien à attendre, sinon tout à craindre, du développement du travail à temps partiel.

D'abord, lorsque le gouvernement veut nous faire croire que cette forme de travail serait une solution au chômage, il nous ment sans vergogne. Ainsi, en Allemagne, c'est 10 % de la population laborieuse qui travaille dans ces conditions. Mais cela n'empêche pas le pays de compter 2,6 millions de chômeurs. Les Etats-Unis, quant à eux, comptaient en 1984 12,8 millions de semi-chômeurs travaillant à temps partiel (soit 14,4 % de l'ensemble de la classe ouvrière)... à côté de 8,5 millions de chômeurs à temps plein.

Et puis surtout, le travail à temps partiel offre au patronat toute possibilité de tourner la législation sociale et de faire fi de tous les droits acquis par les travailleurs. En Grande-Bretagne par exemple, une personne sur cinq, soit 4 millions de travailleurs, est embauchée



Michel Delebarre, ministre du Travail : « Patrons, je prie... et j'agis pour vous ». (AEP).

dans ces conditions. Et pour 1 750 000 d'entre eux, avec un salaire de misère, au point qu'ils gagnent trop peu pour payer des cotisations sociales (que ne payent pas non plus les patrons, ce qui est encore tout droit à la retraite, aux cours de formation et aux congés payés, et pour être imposables.

Au Pays-Bas ce type d'emploi concerne 19,4 % de la population active, sa partie la plus mal payée, la moins qualifiée. Philips aurait même inventé un système consistant à partager le même poste de travail entre trois travailleurs,

chacun faisant 5 heures. Cela aurait permis de faire tourner l'usine 15 heures sans payer aucune heure supplémentaire, évidemment, tout en augmentant les cadences.

Voilà ce que le gouvernement français s'apprête à encourager : généraliser la précarité de l'emploi, battre en brèche les protections sociales des travailleurs pour mieux les contraindre à accepter des conditions de salaire et de travail dégradées. Avec de surcroît la dose de culot pour camoufler le tout en « lutte contre le chômage ».

L.P.

Le gouvernement aux promoteurs : servez-vous

Il est bien fini, le temps où le gouvernement se mettait à dos tous ceux qui font leur beurre dans la pierre et le logement. La loi Quilliot, qui provoqua une levée de boucliers de tous ces gens et qui devait être la « vitrine sociale » du gouvernement en matière de logement et de construction, n'était pourtant pas bien dangereuse pour tous les petits et grands bourgeois qui prospèrent sur le fromage de l'immobilier. Mais, comme elle faisait semblant de limiter leur appétit, ceux-ci hurlaient qu'on les affamait et faisaient semblant d'avoir mal.

Aujourd'hui, tout cela appartient au passé. Les rares dispositions de la loi Quilliot qui pouvaient gêner tout ce beau monde ont été tournées ou réduites à néant, avec l'assentiment du successeur de Quilliot au ministère du Logement, Paul Quilès. Celui-ci, chaque fois qu'il s'adresse aux capitalistes du logement (promoteurs, banquiers et agents immobiliers), se fait une obligation de leur répéter que le gouvernement est décidé à les aider par tous les moyens. Et il en donne des preuves.

On dérègle donc à tout-va et dans tous les domaines.

Côté crédits, le gouvernement ne cesse pas de mettre la main à la poche pour relancer par des prêts bonifiés (c'est-à-dire subventionnés) l'achat de résidences principales ou secondaires. Le prétexte ? Aider les gens à se loger. La véritable raison ? Aider les capitalistes du logement à vendre, et donc à faire des profits.

Côté subventions, le gouvernement n'arrête pas de lancer de nouvelles « tranches de grands travaux » financés sur des fonds publics (et donc par les contribuables), prétendument pour aider les entreprises du bâtiment et des travaux publics à ne pas licencier. En fait, celles-ci n'arrêtent pas de licencier, mais les plus grosses d'entre elles raflent les marchés et le pactole qui va avec.

Côté réglementation de la construction, cela s'apparente à la grande braderie. Les patrons tiennent en effet le même langage dans la construction que dans l'industrie : il faut « assouplir », rendre plus « flexible » la réglementation. En ce qui concerne le non-respect de la législation du travail, le sec-

teur est déjà en pointe (du point de vue des patrons) : record toutes catégories des accidents du travail (c'est le seul secteur où ils augmentent en nombre et en gravité), pratique généralisée du travail « au noir », etc. Par contre ce qui gêne un peu plus ces messieurs, ce sont les normes fixées par l'Etat en matière de construction.

Ces dernières années, alors que l'on ne construisait pratiquement plus, l'Etat s'était montré généreux vis-à-vis des futurs habitants des logements à construire : ça ne coûtait pas cher ! On avait donc décidé de prendre quelques mesures, par exemple, pour faciliter l'accès des handicapés aux immeubles privés et publics : élargissement des portes, des ascenseurs, création de rampes pour fauteuils roulants, etc. On avait aussi renforcé les normes d'isolation thermique, pour rendre les logements plus confortables et plus économes en énergie.

Aujourd'hui, les constructeurs renâclent : ces normes les gênaient. Selon eux, ces contraintes techniques seraient d'insupportables contraintes financières. Au dernier Salon de la maison individuelle, le président de l'Union des constructeurs de maisons individuelles avait par exemple déclaré qu'il n'était pas question que ses adhérents acceptent les normes d'isolation que les techniciens du ministère du Logement voulaient rendre obligatoires pour 1988. Depuis quelque temps, on constate aussi que les promoteurs réduisent les surfaces des logements. Dans les HLM notamment, les chambres sont souvent tout juste à la limite des normes minimales de superficie : 9 m² (mieux vaut ne pas avoir un grand lit ET une armoire !).

Mais comme promoteurs et constructeurs en veulent toujours plus, le ministre du Logement a décidé de leur offrir sur un plateau... une commission nationale de dérèglementation de la construction, présidée par l'ex-président de la Fédération nationale du bâtiment, l'un des organismes patronaux de la profession. On n'est jamais si bien servi que par soi-même !

Cette décision du gouvernement n'étonnera que ceux qui croyaient que l'Etat était là pour faire respecter un minimum de réglementation protégeant la population.

Pierre LAFFITTE

Les risques du métier

Un officier des « Casques blancs » français au Liban, le commandant Rhodes, a été tué le 19 février au sud-est de Beyrouth.

C'est le quatrième officier tué depuis un mois et demi, le cinquième depuis l'arrivée en mars 1984 de ce corps « d'observateurs », formé de 80 officiers et sous-officiers, dont 65 se trouvent au Liban, le reste formant un corps de réserve.

La presse française s'indigne que des hommes investis d'une mission de paix servent ainsi de cible et se fassent descendre si loin de leur patrie. Et il est vrai qu'ils sont les sacrifiés des mobiles douteux du gouvernement français.

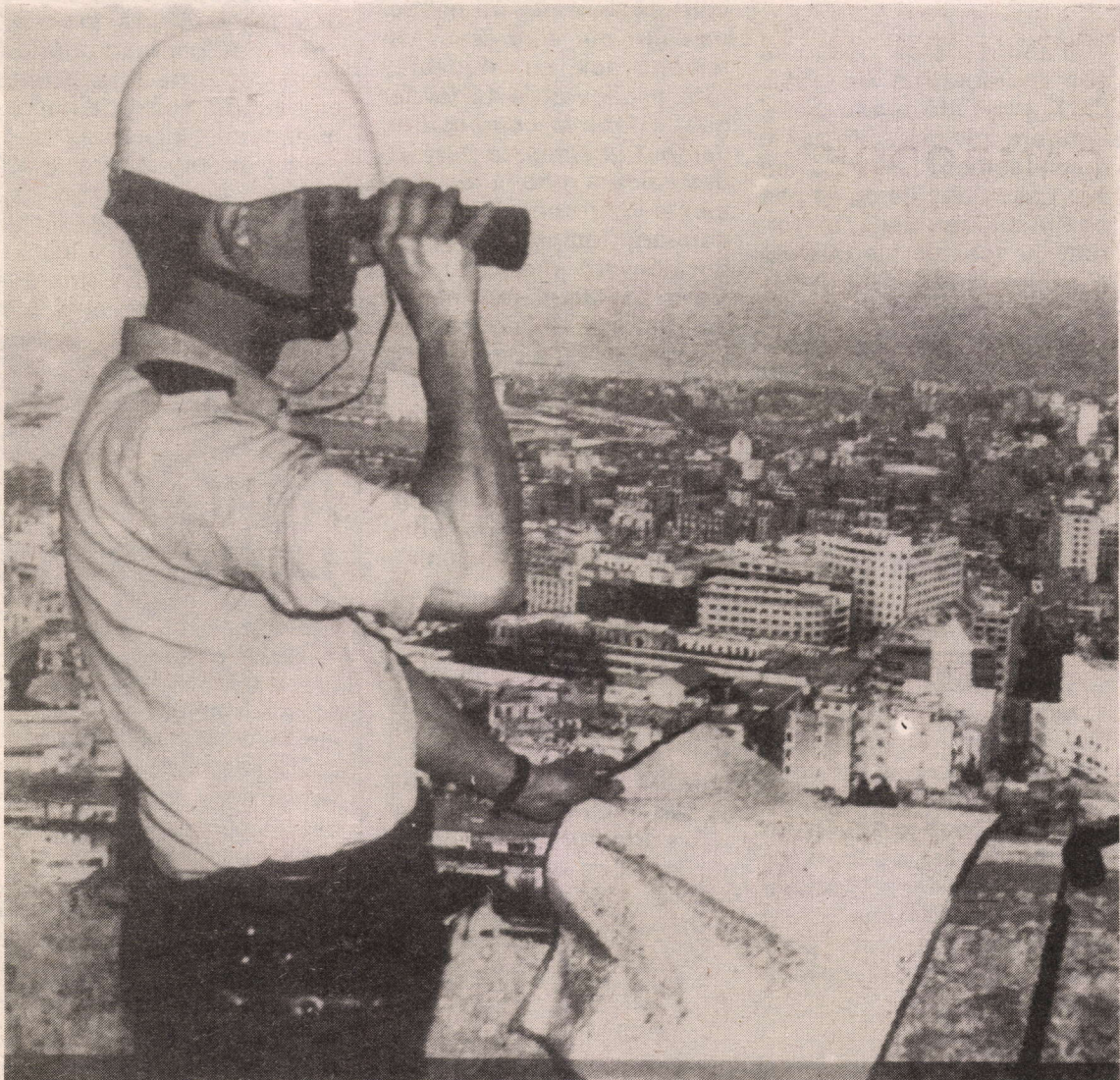
De toutes façons, les « Casques blancs », sont loin d'être aussi « blancs » qu'on veut bien le dire. C'est, ni plus ni moins, comme auxiliaires de l'armée que le gouvernement libanais les a demandés. Afin qu'ils se déploient avec l'armée libanaise, tout le long de la route côtière en direction de Saïda, pour empêcher les diverses milices de prendre position sur le terrain évacué au fur et à mesure par l'armée israélienne.

En tant qu'ex-puissance colonisatrice, la France tient toujours à être partie prenante au Liban, intérêts obligent. D'ailleurs au Quai d'Orsay, après les condamnations de rigueur, on fai-

sait remarquer que la « France avait toujours un rôle à jouer dans ce pays ». Et c'est ce qu'elle fait par sa présence, ainsi que par celle de son contingent au sein de la Force multinationale (la FINUL). La France aide le gouvernement libanais, sans cesse en voie d'éclatement, à étendre son autorité.

Alors, que ce déploiement des forces « observatrices » françaises provoque des mécontentements, n'a rien d'étonnant. Et, à s'arroger ainsi le droit d'occuper le pays, l'armée française risque aussi celui d'occuper les cimetières !

A.M.



D'un poste d'observation au-dessus de Beyrouth.

Communiqué

Les locaux de l'AMR saccagés

Dans la nuit du 16 au 17 février 1985, au 42, rue d'Avron, 75020 Paris, un incendie a totalement ravagé les locaux du journal *Pour l'autogestion*, mensuel de l'Alliance Marxiste-Révolutionnaire (AMR) et de *Sous le drapeau du socialisme* (SDS), revue de la Tendance Marxiste-Révolutionnaire Internationale (TMRI).

Outre les bureaux, tables, fauteuils, chaises, les machines à composer, les tables lumineuses, l'offset, les stocks de papier, les archives et la bibliothèque ont été totalement détruits.

L'origine criminelle de cet

incendie ne fait aucun doute (les services spécialisés de la Police Judiciaire enquêtent) au vu des menaces régulières racistes et fascistes adressées à l'AMR, qui mène de façon permanente un combat anti-impérialiste, anticapitaliste et pour l'autogestion sociale généralisée. En particulier, la Une du dernier numéro de *Pour l'autogestion* affirmait son soutien total à la lutte du peuple kanak pour son indépendance, la liberté et le socialisme.

L'AMR et la TMRI s'adressent aux organisations ouvrières et démocratiques, aux militants et individus,

pour qu'ils manifestent leur solidarité à leur égard, par des messages de solidarité, pour la liberté, la démocratie et le socialisme.

Une souscription est ouverte pour permettre la reconstruction de leurs locaux, l'achat de machines, la reconstitution de leurs archives et de la bibliothèque. (...).

Souscription à l'ordre de :

• Pour *l'autogestion* C.C.P. : 980 61 U PARIS ou
• Sous le drapeau du socialisme : 20 886 36 M PARIS

Arrestations et répression

La presque-totalité de l'appareil dirigeant du Front Démocratique Uni (UDF) — mouvement anti-Apartheid regroupant près de 700 organisations — est maintenant sous les verrous, après la vague d'arrestations lancée le mardi 18 février dans plusieurs villes du pays. Six d'entre eux sont inculpés de haute trahison, ils encourent la peine de mort.

L'UDF est devenue une cible privilégiée du pouvoir. De fait, son rôle n'a cessé de croître dans la contestation du régime. Ces derniers temps, le gouvernement de Pieter Botha s'était plutôt essayé à la politique de la carotte, en offrant, à condition qu'ils renoncent à la violence, de relâcher certains détenus politiques condamnés à de longues peines. Aujourd'hui c'est son complément, le bâton, qui entre en danse.

L'agitation qui a repris à la rentrée scolaire, en janvier, dans les écoles noires, n'est sans doute pas étrangère à cette décision. De plus,

il ne se passe pas de jours où des incidents n'éclatent : écoles brûlées ou mises à sac, véhicules incendiés, heurts avec la police, tant le régime de l'Apartheid est insupportable à l'immense majorité de la population noire et métisse du pays.

Ainsi, lundi 18 février, l'annonce de la démolition du bidonville de Crossroad, à une quinzaine de kilomètres du Cap, qui abrite plus de 65 000 personnes, des travailleurs clandestins et leurs familles, venus des bantoustans du Ciskei et du Transkei, et leur déportation à quelque 40 kilomètres de là, a entraîné de violents heurts avec la police. La répression a fait, bilan encore provisoire, 16 morts et 230 blessés. Le lendemain, la police ouvrait le feu sur 2 000 jeunes manifestants, dans la province de l'Etat libre d'Orange.

Mais, le gouvernement en a déjà fait l'expérience, la répression ne peut museler des populations entières, au contraire même !

A.M.

Les affaires sont les affaires

Pour la deuxième fois qu'un ministre sud-africain se rendait en France depuis l'arrivée de la gauche au gouvernement, cette fois a été la bonne : Pik Botha, ministre sud-africain des Affaires étrangères, a eu droit à sa réception officielle, par Roland Dumas, le ministre des Relations extérieures de Mitterrand. Cela fait 6 ans, depuis 1979, qu'un gouvernement français n'avait pas reçu en France un représentant du gouvernement raciste d'Afrique du Sud.

Le fait que l'Afrique du Sud soit le cinquième partenaire commercial de la France implique quelques égards de la part de cette dernière, d'autant que, depuis que la gauche est au gouvernement, ces relations commerciales se sont encore accrues. Après la mise en chantier du second réacteur de la centrale nucléaire de Koeberg, deux mois après mai 1981, il y a eu la vente de sept Airbus, puis la livraison à la SASOL (usine sud-africaine de liquéfaction de charbon)

de treize unités françaises de production d'oxygène. Et maintenant, si l'on n'en est plus aux grands contrats avec l'Afrique du Sud, le rythme des délégations commerciales s'est accéléré entre la France et ce pays ces deux dernières années et l'heure est à l'implantation de PME françaises au pays de l'Apartheid. Plus d'une centaine d'entreprises françaises y ont déjà pris pied. Pour les onze premiers mois de 1984, les exportations françaises vers l'Afrique du Sud ont augmenté de 20 %, et les importations d'Afrique du Sud ont augmenté de 35 %. Alors, en recevant Pik Botha, le gouvernement français ne met fin, au fond, qu'à une bouderie de façade...

Le régime de l'Apartheid n'est peut-être pas très fréquentable, mais il n'empêche pas les gros trusts français de faire des profits, bien au contraire.

N'est-ce pas surtout ce qui compte ?

CAMBODGE

Des succès... pour l'armée vietnamienne

Depuis trois mois, l'armée vietnamienne a lancé une offensive contre les opposants au régime qu'elle a installé au pouvoir au Cambodge en janvier 1979. Presque toutes les bases que ces opposants tenaient ont été évacuées. La semaine dernière, les Khmers Rouges ont abandonné leur dernière base de Phnom Malaï dans l'ouest du pays, près de la frontière thaïlandaise. 40 000 civils cambodgiens auraient fui les combats vers la Thaïlande. Les troupes khmères rouges se seraient dispersées et auraient fui dans les montagnes de Cardamones, dans le sud-ouest du pays, où les troupes vietnamiennes les poursuivraient. Les dirigeants vietnamiens comptent ainsi couper ceux-ci de leurs approvisionnements en armes venus de Chine via la Thaïlande.

Les précédentes années, à la même époque, lors de la saison sèche, les troupes vietnamiennes avaient aussi attaqué ces zones tenues par la résistance, mais sans parvenir à l'en expulser ni à faire évacuer les camps de réfugiés que celle-ci maintenait au Cambodge et parmi lesquels elle recrutait. Cette fois-ci, les troupes vietnamiennes étaient plus nombreuses et dotées d'armes lourdes, notamment de chars.

Regroupée au sein d'un « gouvernement de coalition du Kampuchéa démocratique », l'opposition au régime est constituée des partisans de Sihanouk, de ceux de Son Sann (FNLPK pro-occidental) et des

Khmers Rouges de Pol Pot, que les Vietnamiens ont chassés du pouvoir il y a six ans. Depuis lors, cette opposition ne s'est visiblement que peu développée et est restée confinée dans des zones de montagnes et de forêts proches de la frontière thaïlandaise. La plupart des 600 000 habitants qui y vivent auraient été installés par les Khmers Rouges lors de leur retraite en 1979. La majeure partie du territoire cambodgien, où vivent environ 6 millions d'habitants, est entièrement contrôlée par le gouvernement pro-vietnamien de Heng Samrin, son armée de 30 000 hommes et surtout les 170 000 soldats vietnamiens.

Si la résistance s'était maintenue jusqu'à ces derniers jours, dans sa zone, cela semble dû surtout au soutien que lui apportent la Chine, les pays occidentaux de la région, en premier lieu la Thaïlande, et les pays occidentaux eux-mêmes, USA en tête. L'ancien gouvernement khmer rouge a toujours son siège à l'ONU. Les Khmers Rouges, soutenus par la Chine, constituent la principale force anti-vietnamienne, et c'est ce qui compte pour l'impérialisme.

Pour les dirigeants impérialistes qui condamnent l'intervention vietnamienne, le sort de la population cambodgienne n'a pas d'importance. Ce sont eux qui ont porté la guerre au Cambodge, installé en 1970 un régime à leur botte, écrasé des villages sous les bombes. Ils ont laissé un



L'exode cambodgien à la frontière thaïlandaise devant l'avance vietnamienne.

pays exsangue, que les Khmers Rouges ont ensuite voulu réorganiser à leur façon, sans tenir aucun compte de la volonté de la population et en massacrant des centaines de milliers de gens. Les uns et les autres se retrouvent aujourd'hui dans le même camp et se soucient toujours aussi peu du sort de la population du pays. « Les Cambodgiens sont mieux aujourd'hui que sous les Khmers Rouges, ose dire avec égoïsme un diplomate occidental, mais pas aussi bien que cela aurait pu être si une solution politique avait été trouvée, ce qui aurait permis l'aide internationale ».

Aujourd'hui en effet les organisations liées à l'ONU ne reconnaissent pas le

nouveau régime. Et l'essentiel de l'aide vient de l'URSS et de ses alliés.

Bien sûr, les dirigeants nationalistes vietnamiens eux non plus ne sont pas intervenus au Cambodge dans le but de porter secours au peuple de ce pays, eux qui saluaient encore les Khmers Rouges quelques mois avant leur intervention. C'est l'alliance du régime ultra-nationaliste des Khmers Rouges avec la Chine contre le Vietnam qui les a convaincus d'intervenir et d'installer un régime « ami » à Phnom Penh.

Quelles sont leurs visées aujourd'hui ? Cherchent-ils à long terme à annexer le Cambodge ou en faire au moins un pays qui leur soit inféodé ? En tout cas, au

moins cherchent-ils à en faire un allié sûr. Sihanouk et les autres opposants les accusent de coloniser le Cambodge, d'y favoriser l'installation de 600 000 Vietnamiens (dont d'ailleurs la plupart vivaient dans ce pays avant 1970), de coloniser l'administration.

Tout cela est possible. Mais ce qui importe, ce ne sont pas les frontières ni même la nationalité de ceux qui dirigent réellement le pays. Ce qui nous importe, c'est ce que pense et ce que veut la population du pays.

Mais c'est justement ce qui importe si peu aux différents camps qui se disputent le pays.

Michel BROUSSE

Le beau monde de la spéculation

L'affaire d'évasion de capitaux qui vient d'éclater en Espagne est bien révélatrice, malgré le secret avec lequel le juge mène l'affaire, de la pourriture de ce qu'on appelle la « haute société ».

Depuis le 6 février, on donne au compte-gouttes des noms et on trouve parmi eux un petit peu de tout, des avocats renommés, des aristocrates appartenant à cette faune qui tient les pages de la presse du cœur et se repose à longueur d'année sur la côte de Marbella, quelques princesses « déclassées » et quelques dizaines de diplomates qui ont profité de leur immunité pour placer leur argent ou celui de leurs amis à l'étranger.

Alors ce qu'on appelle la « jet-set » crie au scandale. La comtesse de Motarco se dit « écœurée » par ce qu'elle qualifie de « manœuvre politique » (et elle l'est peut-être) et se dit indignée devant le bruit que font les journalistes autour de cette affaire « quand il y a à parler de tant de choses plus importantes ». La presse du cœur, elle, est effrayée devant cette débâcle de ses vedettes habituelles. « Comment allons-

nous nous en sortir pour raconter que nos grands personnages sont des filous et des voyous », disait l'un de ses responsables.

Tout s'est déclenché après l'arrestation d'un ancien diplomate, qui a été pris avec une liste où figuraient des sommes qu'il avait reçu de ses « clients » et qui correspondaient à des sommes placées dans la banque Rothschild de Genève. Le total s'élève, à ce qu'il paraît à environ trois milliards de pesetas (180 millions de francs).

On peut s'interroger sur les raisons qui ont conduit la Police Judiciaire, qui dépend du ministère de l'Economie et des Finances, à faire la lumière, ou du moins une certaine lumière, sur cette affaire. Des membres du corps diplomatique disent qu'il s'agit d'un coup bas porté par Boyer, le ministre des Finances, contre Moran, celui des Affaires étrangères, qu'on voudrait écarter depuis l'été dernier. Il pourrait s'agir aussi d'une opération de diversion pour faire oublier la mise en cause du PSOE et de Felipe Gonzalez dans l'affaire Flick. Ou encore



Eduardo Garcia, l'un des membres du gratin espagnol, expert en spéculation...

d'une manœuvre électorale destinée à montrer que les socialistes s'en prennent aux riches... en chatouillant quelques parasites, tout en laissant tranquilles et à leurs affaires les bourgeois, les industriels et les banquiers.

Pour les pauvres, évidemment, cela fait du bruit et cela leur plaît. Pour eux, la caution de 25 millions de pesetas (1,5 millions de francs) qu'ont payée sans broncher quelques inculpés, cela fait beaucoup d'argent. Et les trois milliards évadés leur paraissent une somme astronomique. Mais cela n'est rien comparé aux 50 milliards de dollars espagnols (500 milliards de francs) qui, selon Jean Ziegler, sont déposés en Suisse. Milliards qui ne font qu'augmenter car, bon an mal an, il y a plus d'une dizaine de milliards de pesetas (600 millions de francs) qui s'évadent d'Espagne (entre 1975 et 1981 on estime officiellement que 100 milliards de pesetas — 6 milliards de

francs — se sont ainsi évadés). Car, comme dit Jean Ziegler, de la valise diplomatique jusqu'à la sous-facturation d'exportation ou aux crédits en monnaie étrangère, en passant par les opérations de compensation des sociétés multinationales, « les possibilités d'évasion sont presque infinies ».

Aujourd'hui, il y a en Suisse trois fois plus de dollars provenant d'Espagne que dans les caves de la Banque d'Espagne, qui n'en garde que 15 milliards.

En attendant, en Espagne, un travailleur sur cinq est au chômage et sept chômeurs sur dix ne perçoivent plus d'allocations. C'est la crise, disent les socialistes. Alors justement, il ne suffit pas d'aller chatouiller quelques bourgeois ou aristocrates marginaux, mais il faut les obliger tous à rendre ce qu'ils ont volé. Mais les socialistes espagnols aiment faire du bruit, beaucoup de bruit, pour rien.

Gabriel CATALA

• Juin-septembre 1982 :

Quatre mois de guerre

Le 6 juin 1982, l'armée israélienne pénétrait au Sud-Liban, dans le cadre de l'opération « Paix en Galilée ».

Ce n'était pas la première fois que les troupes israéliennes franchissaient la frontière. Déjà en mars 1978, elles avaient fait une incursion au Sud-Liban, pour le quitter trois mois plus tard. Ensuite à plusieurs reprises en 1979 et 1981, des Israéliens avaient lâché des bombes sur les camps de réfugiés et des actions de commandos contre des installations ou des dirigeants palestiniens avaient eu lieu notamment en avril et juin 1982.

En juin 1982, systématiquement, l'armée israélienne cherche à « nettoyer le Sud-Liban des terroristes palestiniens », pour reprendre une phrase d'un responsable de l'état-major. Tyr, Saïda, dans le sud, sont ainsi « nettoyées » quartier par quartier, maison par maison, les centres entièrement détruits. De la frontière jusqu'à Beyrouth, aucune ville ne reste intacte. Femmes, enfants, vieillards ou combattants palestiniens, personne n'est épargné, tant parmi les Palestiniens que dans la population libanaise. Les « suspects » sont arrêtés, emmenés en prison ou dans des camps, tel celui d'El Ansar.

En quelques jours, l'armée israélienne parvient aux portes de Beyrouth, qu'elle assiège pendant plus d'un mois. Le cessez-le-feu signé le 20 août avec la complicité des grandes puissances accorde à Israël l'évacuation des Palestiniens.

Les 15, 16 et 17 septembre se produisent les massacres des camps de Sabra et Chatila. Les combattants palestiniens évacués, il ne restait plus que la population civile dans les camps. L'armée israélienne qui les encerclait a permis aux Phalanges d'extrême-droite et aux hommes du commandant Haddad — pro-israélien — de pénétrer dans ces camps pour y massacrer la population. Ces actes de barbaries firent au moins 1 500 victimes.

Au total cette guerre, la plus meurtrière qu'ait connue le Moyen-Orient, a fait 20 000 morts et des dizaines de milliers de blessés, palestiniens et libanais. Six mois après, 10 000 Palestiniens étaient toujours détenus.

M.L.

BRESIL

Le FMI au futur président :

Faites payer les pauvres !

Le Fonds Monétaire International vient de décider de suspendre le versement au Brésil d'un crédit de 430 millions de dollars prévu pour mars prochain.

D'après le FMI — organisme financier international dominé, rappelons-le, par les USA — le Brésil n'aurait pas respecté les engagements convenus avec le Fonds : l'inflation y a atteint approximativement 223 % en 1984, au lieu des 50 % prévus. Au début 1985, elle continue au même rythme. L'excédent commercial obtenu par le Brésil n'est pas une compensation suffisante aux yeux du Fonds.

Les banques privées qui, elles aussi, négocient le remboursement de leurs prêts avec le Brésil, ont

suivi le Fonds et suspendu les négociations.

Le directeur du FMI avait déclaré en 1983 : « Si le Brésil ne se conforme pas au programme du FMI, il disparaîtra dans les caniveaux ». Mais malgré le mépris affiché par ce commis des intérêts impérialistes, le FMI ne cherche pas à acculer le Brésil à la faillite : il entraînerait de trop grosses banques dans sa chute, si ce n'est le système financier international tout entier. Le FMI, en bloquant aujourd'hui ses crédits, tient surtout à avertir le nouveau président Tancredo Neves (qui doit relayer les militaires au pouvoir le 15 mars prochain) qu'il devra lui-même s'engager sur un programme d'austérité, en accord avec le Fonds. Le futur président y est prêt, lui

qui déclarait récemment aux Etats-Unis que, « quel que soit l'accord conclu (par les militaires), il aura mon soutien ».

Certes, il y a un peu plus d'un mois, le 17 janvier dernier, il déclarait au journal *Le Monde* : « Nous paierons notre dette avec de l'argent. Mais pas avec la faim, la misère, le déshonneur de notre population. Nous rembourserons chaque centime de ce que nous devons, mais dans les délais et aux conditions que nous jugeons possibles ».

Mais ce sont encore une fois les pauvres que Tancredo Neves, une fois arrivé au pouvoir va s'employer à faire payer. Il souhaiterait, certes, que ses débiteurs lui laissent un peu de temps.

Car, tout comme sans doute une grande partie de

la bourgeoisie brésilienne, qui s'est enrichie dans la dernière décennie grâce à la dette, il craint qu'une nouvelle attaque trop brusque contre la population laborieuse ne provoque une explosion de colère. En 1983, plus de 500 établissements commerciaux ont été pillés lors de flambées de colère à Rio, Sao Paulo et dans le Nordeste.

Mais le FMI vient de rappeler qu'il est pressé et que Tancredo Neves devra utiliser le crédit dont il peut jouir, après 20 ans de régime militaire, justement pour obtenir des travailleurs, des chômeurs, des habitants des bidonvilles qu'ils payent, sans trop rechigner et d'une misère encore accrue, la dette des riches.

Michel BROUSSE

• Les troupes israéliennes quittent le Liban :

L'Etat sioniste n'a rien gagné

Après trente-deux mois de présence, les troupes israéliennes ont commencé à évacuer le Sud-Liban samedi 16 février. Un second mouvement de retrait des troupes devrait débuter en avril et, « à moins de retards ne dépendant pas de l'armée », il ne devrait plus rester de soldat israélien au Liban en septembre 1985, sur les 70 000 qui y furent envoyés.

En intervenant militairement au Liban, dans une opération baptisée cyniquement « Paix en Galilée », l'Etat hébreu visait un double objectif : d'une part détruire les organisations palestiniennes dans le dernier pays du Moyen-Orient où elles conservaient une puissance indépendante, après avoir été chassées ou muselées dans les autres pays arabes ; d'autre part tenter de mettre en place, dans ce pays divisé en multiples fractions armées, un appareil d'Etat capable d'exercer une autorité face aux différents groupes armés et surtout (alors que la Syrie occupe l'est du pays) qui soit favorable à Israël.

Peut-on dire que, son armée quittant le territoire libanais, les objectifs que

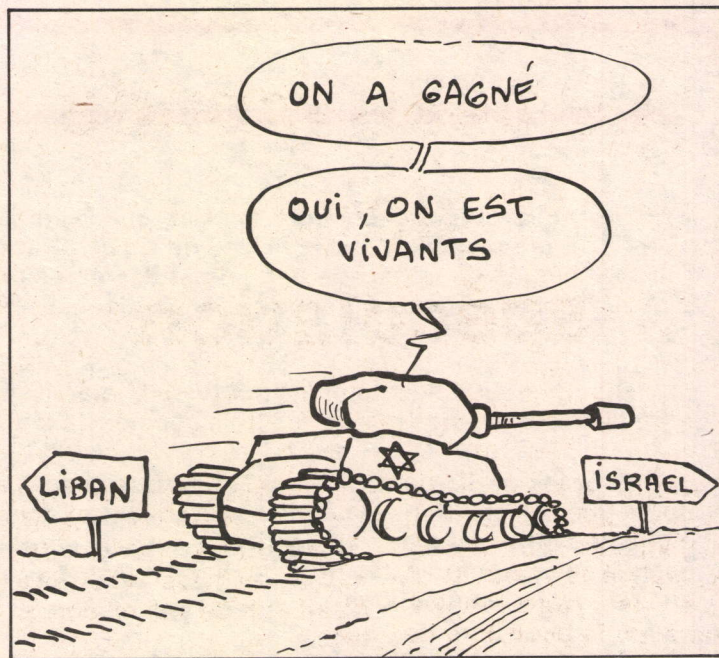
se fixait le gouvernement israélien aient été atteints et que cette guerre du Liban ait réussi à modifier en quoi que ce soit le rapport des forces au Moyen-Orient ?

Le bilan des trente-deux mois de guerre est lourd : des villes détruites par les bombardements, au moins 20 000 morts, des centaines de milliers de blessés, parmi les Palestiniens et les Libanais. Et dans le camp israélien, 617 soldats tués, 3 500 blessés — et ces victimes-là, bien que moins nombreuses, ont certainement dû peser plus lourd que les autres dans la décision de rapatrier l'armée en Israël.

Quant au « danger » que représentent les Palestiniens pour l'Etat d'Israël, raison officielle de l'intervention au Liban, celle-ci n'a rien résolu. Certes, les camps de réfugiés de Beyrouth et du Sud-Liban ont été détruits, la population et les combattants dispersés dans tous les pays arabes, voire même en Amérique du Sud. Mais — et les Juifs, qui l'ont vécu, sont bien placés pour le savoir — on ne peut rayer totalement un peuple de la surface de la Terre ; pour chaque combattant tué se lève

un autre prêt à prendre sa place, la résistance écrasée à un endroit relève la tête ailleurs. Tant qu'existeront des Palestiniens qui, parqués dans des camps, ayant tout perdu, n'ont plus rien à perdre, il y aura des hommes pour prendre les armes et revendiquer leur droit à l'existence. Et plus l'Etat sioniste, se lançant dans une fuite en avant, cherchera à assurer sa défense par une politique d'agression préventive, plus il sera menacé, même si pour un temps, comme l'a montré le résultat de son intervention au Liban, il peut connaître un répit.

Bien plus, Israël a encore augmenté le nombre de ses ennemis irréductibles, en dressant contre lui une bonne fraction de la population libanaise. Car au Liban même, Israël n'est pas parvenu à imposer sa loi, même par dirigeants interposés. Il a pu parvenir effectivement à renforcer la droite chrétienne, en apportant son soutien à Gemayel ; mais ce dernier ne dispose pas, loin s'en faut, d'un appareil d'Etat puissant. Il ne se maintient au pouvoir qu'en composant avec les Syriens, toujours présents dans l'est du



pays. Surtout, et les conflits de l'année passée l'ont montré, l'Etat libanais n'existe que tant qu'il respecte le statu quo entre les différentes forces : druzes, chiites, milices pro-israéliennes du sud.

Une fois les troupes israéliennes parties, quelle va être la politique de l'Etat libanais dans le sud du pays ? Va-t-il tenter d'installer ses propres troupes, ou va-t-il au contraire respecter les milices en présence ? Il n'est guère possible de le dire et, si le premier jour la population, se réjouissant du départ des Israéliens, acclamait l'armée libanaise, dans les heures qui suivirent, des milliers de chiites en armes défilaient dans Saïda en conspuant dans une même réprobation le gouvernement de Gemayel et l'Etat hébreu.

Rien ne garantit donc que l'Etat libanais puisse s'imposer dans cette partie du pays.

D'ailleurs, même s'il y réussissait, rien ne garantirait non plus qu'il soit un satellite de l'Etat hébreu.

Alors, en intervenant militairement au Liban, l'Etat israélien a pu s'assurer un très court répit. Mais il n'a rien gagné. Les problèmes qui se posaient en juin 1982 restent les mêmes, aggravés en fait, car les bombardements, les destructions, la terreur exercée contre les populations, les milliers de victimes ont dressé encore plus les populations arabes contre l'Etat d'Israël et tous les Juifs qui peuplent cet Etat.

Marianne LAMIRAL

• L'opposition à la guerre en Israël

Pour la première fois depuis la création de l'Etat d'Israël, le gouvernement n'a pas eu toute la population unanime derrière lui, comme lors des quatre précédents conflits. Dès la première semaine, des manifestations pour protester contre l'intervention israélienne au Liban ont eu lieu en Israël.

Organisées par la gauche travailliste (qui a pourtant mené, lorsqu'elle était au pouvoir, la même politique), l'extrême-gauche et surtout le mouvement « La Paix Maintenant », créé en avril 1982 à l'initiative d'officiers de réserve, elles ne rassemblèrent le plus souvent que quelques centaines de personnes. Cependant, quelque 100 000 personnes participèrent à une manifestation le 3 juillet 1982 (ce qui, compte tenu de la population, correspondrait à 1 700 000 participants en France, ou 6 millions aux Etats-Unis).

Parmi les soldats eux-mêmes, les deux tiers de ceux envoyés au Liban se « posaient des questions » dès les premiers mois d'occupation et quelque six cents soldats refusèrent d'aller se battre au Liban, préférant subir trente-cinq jours de prison. La contestation gagna même des officiers.

Si une opposition est ainsi apparue en Israël, cela fut dû essentiellement au caractère de cette guerre. Contrairement à ce qui s'est passé en 1967 ou 1973, l'Etat israélien ne semblait pas directement menacé par les armées arabes, et c'est Israël qui a pris l'initiative de l'attaque et fait figure d'envahisseur. Jusqu'alors, le gouvernement justifiait sa politique guerrière et obtenait le consensus de la population sous le prétexte que c'était une question de survie face aux agressions des pays arabes.

La guerre du Liban, elle, fut

menée « à titre préventif », pour éliminer le danger de voir les Palestiniens puissants dans un Etat aux portes d'Israël.

De plus, les soldats israéliens n'ont pas eu à affronter des armées classiques, en uniforme, mais ils se sont heurtés à la résistance de toute une population civile, résistance à laquelle ils ont répondu en bombardant les villes et en massacrant indistinctement. Au « terrorisme » individuel des attentats palestiniens a

répondu le terrorisme à grande échelle de tout un Etat suréquipé militairement. A cela est venu s'ajouter le massacre des camps de réfugiés de Sabra et Chatila, perpétré avec la complicité de l'état-major israélien.

En outre, alors que les autres conflits furent des « guerres éclair », cela fait plus de deux ans et demi que l'armée israélienne s'embourbe au Liban, menant des opérations de « pacification » dans la ligne de celles menées par les armées d'occupation coloniales : rafles, ratissages, arrestations massives, etc.

Toutes ces raisons ont donné une mauvaise conscience à une partie de la population israélienne.

Et puis cette guerre au Liban, la population israélienne l'a payée cher. Par des centaines de morts et des milliers de blessés d'abord. Elle l'a aussi payée financièrement. Il y a six mois, la facture se montait à 2,5 milliards de dollars, le dixième de la dette extérieure d'Israël. Et bien que les dépenses militaires soient en grande part financées par les Etats-Unis (ce qui a pu faire dire à un économiste israélien « qu'Israël n'a pas de problème économique, ce sont les Etats-

Unis qui en ont un »), c'est quand même la population israélienne qui est victime de l'inflation : celle-ci, de 100 % avant le déclenchement de la guerre, est passée à 130 % l'année suivante, pour atteindre actuellement le taux de 400%, les produits de première nécessité augmentant plus que les autres. Il y aurait à l'heure actuelle 500 000 personnes — sur trois millions d'habitants — en dessous du seuil de pauvreté.

Mais la population israélienne ne paie pas la guerre seulement en voyant son niveau de vie baisser. Elle est aussi contrainte de vivre sur un pied de guerre permanent : un Israélien sur quatre travaille, directement ou indirectement, pour l'armée ; le budget militaire représente 65 % du budget de l'Etat ; avec les périodes de réserve, un homme passe entre six et sept ans de sa vie sous les drapeaux.

Alors, qu'il y ait eu lassitude parmi la population israélienne, lassitude qui a augmenté après chaque soldat tué et s'est manifestée dans le fait que, pour la première fois, l'union sacrée ait été fissurée et que des pressions se soient faites dans le sens du retrait des troupes stationnées au Liban, c'est vraisemblable.



Une manifestation pour la paix en septembre 1982, à Tel-Aviv. (AFP)

Alors que le chômage s'accroît, que le franc est menacé par la hausse constante du dollar, que le niveau de vie des travailleurs baisse sous les effets conjugués de la hausse des prix et des pressions sur les salaires, ce qui agite le plus les états-majors des grands partis politiques... ce sont les élections législatives de 1986.

On en entend, des hommes politiques, interviews, déclarations, petites phrases et grands discours ! Nos radios, les trois chaînes de télévision, les journaux en sont pleins.

Pour les partis de droite, qui sont actuellement dans l'opposition, il ne fait aucun doute que ces élections législatives seront une victoire pour eux. Certains en sont même à dire que Mitterrand devrait démissionner si le scrutin était défavorable au Parti Socialiste. D'autres, comme Lecanuet, précisent même que Mitterrand ferait mieux de démissionner avant les élections !

Les élections cantonales, qui sont pourtant toutes proches puisqu'elles doivent avoir lieu le 10 mars, ne semblent même plus les intéresser. Tout au plus les considèrent-ils comme une répétition, un préambule pour les législatives. Ils ne les voient même plus comme un test, tellement ils sont certains que les partis de gauche vont encore perdre des voix et ceux de droite en retrouver.

UN REcul ELECTORAL DE LA GAUCHE

De fait, il est bien probable que la gauche va perdre des voix. Et comment en serait-il autrement ? Voilà maintenant près de 4 ans qu'on a vu la victoire de François Mitterrand, l'homme que le Parti Socialiste et le Parti Communiste présentaient comme incarnant une Union de la gauche qui pourrait résoudre les problèmes des travailleurs, faire payer la crise aux riches et relancer la production en augmentant la consommation. De cela, rien n'a été fait. Les travailleurs n'ont rien vu venir d'autre qu'un peu moins de pouvoir d'achat et beaucoup plus de chômage. Non seulement la gauche n'a pas appliqué sa politique mais, en faisant croire qu'elle l'appliquait, elle l'a déconsidérée.

Tandis qu'elle continuait la politique de subventions aux grosses entreprises instaurée par ses prédécesseurs, elle a prétendu distribuer du pouvoir d'achat supplémentaire, mais cela s'est réduit à une aumône aux familles nombreuses, aux smicards. Quant à faire payer les riches, c'est devenu un impôt dérisoire.

Cette politique-là n'a pas pu porter de fruits puisqu'elle n'était pas appliquée. Mais la droite a crié quand même à son échec ; et le gouvernement, tremblant devant les riches, a même dû renoncer jusqu'aux paroles de sa politique et présenter de plus en plus ouvertement, comme solutions à la crise, les exigences de la bourgeoisie, exigences qui avaient, dans les 10 ans précédents, préparé la crise et qui l'aggravent aujourd'hui.

Alors, comment les travailleurs, les petites gens, les chômeurs se reconnaîtraient-ils dans ce gouvernement ? Quel espoir mettraient-ils dans le fait de voter à nouveau pour les mêmes ? Est-ce que cela les changerait, est-ce que cela les rendrait plus fidèles à leurs paroles et à leurs engagements, plus courageux, moins faibles devant la bourgeoisie ? Non, personne ne le croit, et c'est pourquoi, sans doute, beaucoup d'électeurs de gauche ne prendront même pas le chemin des urnes le 10 mars 1985. D'autres voteront même à droite.

Bien sûr, ceux qui voteront à droite, c'est surtout la fraction de la petite-bourgeoisie qui votait à droite avant 1981 et qui, écoeurée de la faillite de la politique économique de Giscard, avait voté pour Mitterrand. Aujourd'hui, elle retourne à ses opinions de toujours.

Mais les travailleurs, eux, savent bien que Giscard, Chirac, Barre sont des gens dont la seule différence avec Mitterrand, Mauroy, Fabius est d'être finalement plus francs et d'oser dire qu'ils font une politique de droite.

Les travailleurs savent bien que, si la droite revient à la direction des affaires du pays, cela

ne changera rien pour eux. Pas en mieux, bien sûr. Mais que, si la gauche reste à la direction des affaires, elle mènera la même politique que mènerait la droite.

De toute façon, ce ne sont pas les travailleurs qui décideront, ce sont les électeurs appartenant à la classe moyenne : commerçants, professions libérales, qui avaient provoqué le changement de majorité en 1981, qui le reproveront éventuellement en 1985 ou en 1986. Les travailleurs, eux, n'ont pas cessé de voter à gauche depuis des dizaines d'années, dans l'espoir toujours déçu que cela amènera un jour ou l'autre un changement. Espoir déçu, soit parce que la gauche est minoritaire, soit, lorsque par exception elle arrive à remporter des élections, parce qu'elle fait exactement la même politique que la droite.

LA MENACE DE L'EXTRÊME-DROITE ?

Bien sûr, un des faits politiques nouveaux est la montée de l'extrême-droite, du parti de Le Pen, dans les scores électoraux.

Cette montée est principalement due à ces électeurs des classes moyennes qui votaient traditionnellement pour l'UDF, et surtout pour le RPR, peut-être même de ceux qui n'ont pas voté Giscard en 1981 pour voter Mitterrand et qui aujourd'hui, tant qu'à faire de voter à nouveau à droite, votent pour Le Pen parce qu'ils le trouvent plus radical.

Comme il a eu l'occasion de se faire oublier depuis plus longtemps que Chirac — puisqu'il était député sous la IV^e République — peut-être Le Pen leur apparaît-il comme plus nouveau.

En fait, la montée de Le Pen sur le plan électoral ne serait sans doute pas très grave dans la mesure où elle ne traduirait qu'un remaniement au sein de l'électorat de droite, s'il n'y avait pas, en même temps, un discrédit considérable des partis de gauche, qui perdent non seulement leurs électeurs mais la confiance de leurs militants et des travailleurs en général. Dans une certaine mesure, c'est bien le discrédit de la gauche qui est la principale cause du fait que Le Pen peut apparaître, y compris à certaines fractions des classes populaires, comme une solution politique.

C'est pourquoi la campagne entreprise par le PS contre Le Pen n'est pas menée par les hommes politiques qui sont les plus crédibles pour s'opposer à son influence grandissante, car c'est à cause d'eux qu'il y a un phénomène Le Pen de cette amplitude.

Pour le moment, Le Pen n'a pas d'autre politique à proposer que celle de Chirac, Giscard ou Barre, et ne s'en distingue pas beaucoup. Ses

candidats sont d'ailleurs prêts à toutes les alliances possibles avec l'UDF ou le RPR qui lui permettraient de gagner quelque représentativité. Le Pen regroupe l'extrême-droite, certes, mais cette extrême-droite existait déjà au sein du RPR ou de l'UDF. Le Pen a aujourd'hui, autour de lui, toute l'extrême-droite constituée et organisée, mais ce n'est pas celle-là qui a grossi. Ces hommes-là étaient, il y a encore peu de temps, au sein du SAC gaulliste, ou bien gardes du corps de Giscard d'Estaing lors de ses campagnes électorales.

La seule chose qui distingue Le Pen des autres formations de droite est cependant une chose importante : c'est son langage xénophobe et raciste contre les travailleurs immigrés. C'est son seul thème, à peine original, qui lui sert d'idées, de programme et de drapeau, mais c'est autour de cela qu'il progresse dans l'opinion.

C'est bien là le cadeau le plus empoisonné qu'ait fait à la classe ouvrière la gauche au gouvernement pendant 4 ans. C'est dire que les travailleurs ne doivent pas négliger le phénomène Le Pen. Aujourd'hui, c'est un parti parlementaire comme les autres, qui se veut respectable, qui fait des campagnes bien sages, qui ne s'attaque pas physiquement aux organisations de la classe ouvrière, ni même aux travailleurs immigrés autrement qu'hypocritement et indirectement. Mais en sera-t-il de même demain, s'il se renforce ? Telle est la question posée par la politique raciste de Le Pen. La réponse à cette question pourrait bien être vitale pour les travailleurs.

UN PARTI SOCIALISTE DÉCONSIDÉRÉ

Une partie de la campagne du Parti Socialiste dans ces élections cantonales va consister à se servir du sentiment de répulsion inspiré par les idées de Le Pen dans ce domaine, pour présenter le PS comme un rempart contre cette montée de l'extrême-droite. Mais qui croira qu'il suffit de voter pour le Parti Socialiste ? Même si le Parti Socialiste devait pour autant retrouver une partie de ses voix de 1981 — ce qui paraît exclu d'avance — que ferait-il de plus, contre la progression des idées de Le Pen dans l'opinion, qu'il n'a fait depuis 4 ans ? Ce n'est pas le gouvernement socialiste qui peut s'opposer à cette montée des idées de Le Pen. Pour cela, il faudrait qu'il renverse complètement la politique qu'il a menée depuis 4 ans et il n'en prend pas le chemin.

Pour s'opposer avec une chance de réussite aux succès de Le Pen, il faudrait que le Parti Socialiste propose aux travailleurs une politique plus efficace que celle du gouvernement, plus radicale. Il faudrait qu'il fasse, avec les moyens que sait utiliser la droite, pression sur la bourgeoisie, sur le Conseil d'Etat, sur le Sénat, en étant capable de mobiliser des centaines de milliers, voire des millions de gens dans la rue, pour annuler les décisions de ces appareils conservateurs de l'Etat de la bourgeoisie devant lesquelles le gouvernement s'incline. Qui a renoncé à l'impôt sur la fortune ? Qui a fait que l'enseignement public est délabré, tandis que l'enseignement privé s'enrichit des fonds que les communes sont obligées de lui verser ? Qui a renoncé à se servir des nationalisations comme d'un instrument contre la bourgeoisie et ses monopoles économiques ? Le moindre symbole de ce renoncement n'est pas que le CNPF continue à être dirigé par des hommes de droite, alors que les entreprises nationalisées y sont majoritaires et versent la quasi-totalité des cotisations qui font vivre cette agence patronale. Les exemples de ces renoncements, de ces trahisons sont trop nombreux depuis 4 ans pour qu'on puisse les citer tous.

C'est par une autre politique, c'est dans la rue, dans les usines, que les travailleurs peuvent s'opposer à la montée des idées de Le Pen, en reportant le poids de la crise sur les riches et



pas sur les plus pauvres, dans l'espoir à la classe ouvrière de la résignation. De cela, la gauche est incapable ? Qui pourrait, de cette façon, le meilleur moyen de ne pas voter pour le Parti Socialiste, c'est de voter pour le Parti Communiste, il faut lui faire réprobation des travailleurs. Les bulletins de vote du Parti Communiste n'empêcheront ni les idées de Le Pen de m

S'ils veulent s'opposer aux idées socialistes doivent continuer à travailler avec sa politique à la fois le soutien de tous, y compris les sympathisants socialistes.

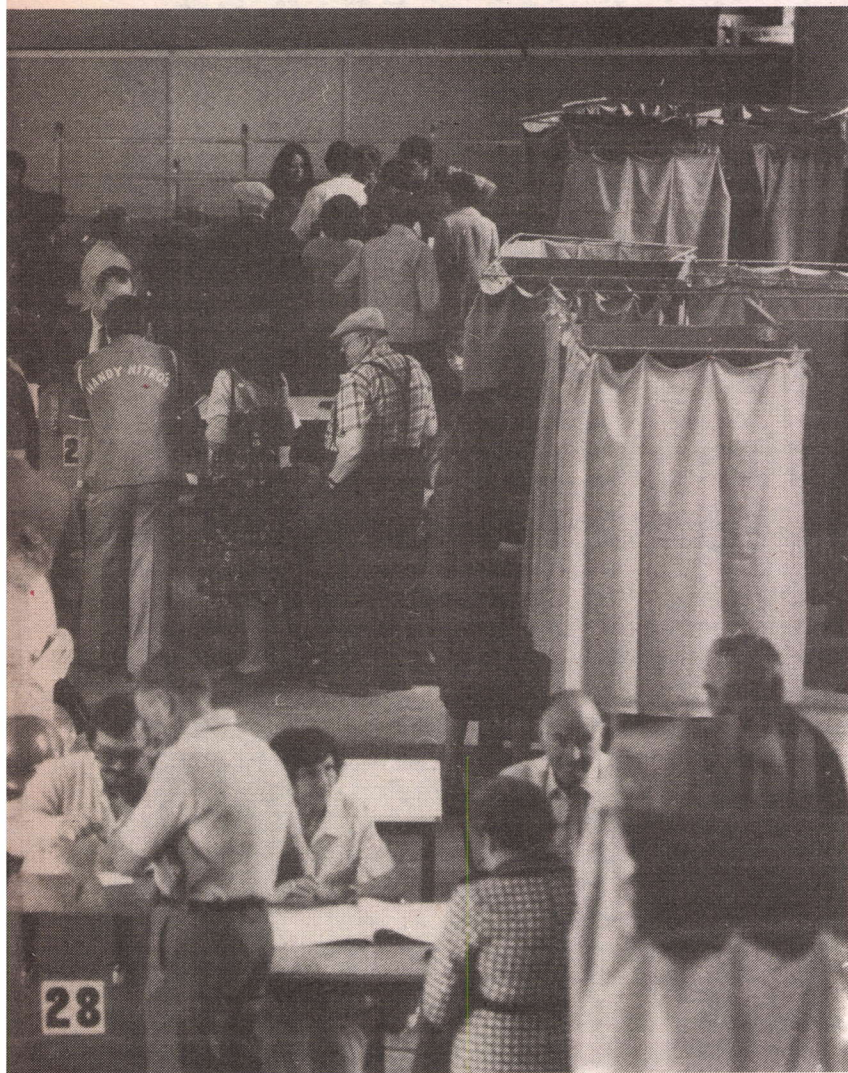
QUE FAIT LE PARTI COMMUNISTE ?

Le Parti Communiste qu'il a quitté le gouvernement en 1984, critique ouverte la politique actuelle du gouvernement, comme d'ailleurs, il fait partie du gouvernement participait depuis aujourd'hui que le gouvernement de la bourgeoisie droite, et il n'a pas de dirigeants démoralisés, trompés le

On ne pourrait que demander une nouvelle orientation du Parti Communiste se demandait en même temps d'avoir dit tout cela aux élections de 1981 ?

Pourquoi ne pas aller dans leur démoralisation, le Parti Communiste ne pas avoir fait alors le gouvernement que le Parti Communiste ne faisait pas de manifestations, sur la politique du gouvernement, le Parti Communiste n'a pas de leurs à en faire autant

On se dira qu'il va jamais. Mais la question est de savoir si le Parti Communiste n



des travailleurs, en ren-
ouvrière au lieu de la
Parti Socialiste sera-t-il
croire ? Mais, de toute
en de l'y obliger n'est
ses candidats. Bien au
re sentir le poids de la
ours envers sa politique.
s travailleurs pour le PS
oix du PS de baisser, ni
nter.

à Le Pen, les militants
raindre leur parti à rom-
térieure. Alors ils auront
pris le soutien des mili-
t électeurs communis-

CHERCHE COMMUNISTE ?

de son côté, depuis
ement au mois de juillet
ent et sans détours la
gouvernement socialiste,
le dire, la politique pas-
e gauche, auquel le PC
1981. Oui, le PC dit
gouvernement fait la politi-
fait la politique de la
ots assez durs pour qua-
cialistes qui ont déçu,
travailleurs.

se réjouir de cette nou-
ti Communiste si l'on ne
temps : pourquoi ne pas
travailleurs plus tôt, dès

s avoir tenté d'empêcher
ur déception ? Pourquoi
es pressions sur le gou-
veut faire aujourd'hui ?
on, dans la rue, par ses
ut ce qui lui déplaisait
gouvernement. Pourquoi le
il pas appelé les travail-
2 ?

certes mieux tard que
on qu'on se pose, c'est :
mène-t-il pas cette poli-

tique, aujourd'hui, que parce qu'il est trop tard jus-
tement ? Le PCF ne dit-il pas cela que parce qu'il
pense que les travailleurs n'ont plus la détermi-
nation, n'ont plus la force de s'opposer à cette
politique, parce que le Parti Communiste peut
apparaître comme hostile à la politique du gou-
vernement, qu'il peut s'en démarquer, se
dédouaner de ses conséquences néfastes pour
la classe ouvrière sans avoir à affronter réelle-
ment le gouvernement, sans avoir à le contrain-
dre à changer de politique ? Le PCF n'a-t-il pas
choisi de n'apparaître qu'en paroles comme un
parti au service des travailleurs, mais de se gar-
der d'être en situation de devoir se comporter
en parti aussi révolutionnaire qu'il dit l'être ?

Voilà les questions qu'on est en droit de se
poser, et voilà pourquoi les travailleurs n'ont
pas à approuver non plus de leurs bulletins de
vote la politique fluctuante du Parti Commu-
niste.

Bien sûr, si le Parti Communiste améliore ses
résultats électoraux par rapport aux élections
européennes de juin 1984, cela aura peut-être
l'effet positif de montrer que la classe ouvrière
approuve la sortie du gouvernement et les criti-
ques que le PC fait de la politique de ce gouver-
nement prétendument de gauche. Bien sûr, cela
pourrait, si cela se produisait ainsi, avoir un
effet positif sur le moral d'une partie de la
classe ouvrière, qui pourrait mesurer par là que
ce n'est pas le radicalisme du PC qui écarterait
ses électeurs, que c'est au contraire sa passi-
vité. Oui, ce serait un des aspects positifs d'une
éventuelle augmentation des voix qui se porte-
raient sur le PC dans ces élections cantonales.
Mais d'une part, il faudrait une augmentation
importante, bien aléatoire, du nombre des voix
du PC pour qu'au travers d'élections aussi loca-
lisées, aussi partielles que les élections canto-
nales, l'interprétation dans un tel sens soit fla-
grante et indiscutable. L'effet sur le moral des
travailleurs a donc de toute façon fort peu de
chances d'être important. Même si le PC repas-
sait de 11 à 13 % des voix, tous les travailleurs
abusés et trompés pendant des années par
l'électoratisme du PCF ne pourraient que consi-
dérer que ces 2 % ne changent rien de fonda-
mental aux résultats de juin. Ce serait une indi-
cation de tendance pour la fraction la plus poli-
tisée de la classe ouvrière, mais ce serait inter-
prété comme la confirmation de l'échec de juin
1981, par l'immense majorité des électeurs
populaires.

Le plus important n'est donc pas là. Le plus
important, c'est de savoir ce qu'en fera la direc-

tion du PC, de ce bulletin que chaque travailleur
peut donner au PC. Bien sûr, il est satisfaisant
de penser, puisque c'est un cours plus radical
qui ferait regagner au PC une partie des voix
perdues, que cela engagerait sûrement les diri-
geants du PC à continuer la même politique.
Mais par quels moyens, jusqu'où, c'est là toute
la question. S'ils regagnaient des voix au
moyen d'un langage plus radical, les dirigeants
du PC iront-ils plus loin ? Ne se contenteront-ils
pas de ce langage pour regagner une partie de
leurs voix perdues ? Et par la suite ils monnaie-
ront, comme en 1981, comme en 1956, comme
dans des tas d'autres occasions, les voix des
électeurs qui leur ont fait confiance, pour cau-
tionner une nouvelle combinaison électorale,
un nouveau pacte avec le Parti Socialiste, ou
même, pourquoi pas, avec les giscardiens. Le
PCF ne compte-t-il pas seulement refaire, avec
les bulletins que les travailleurs lui donneront
en 1985 ou en 1986, ce qu'il a fait des votes qui
lui ont été donnés en 1981 : les échanger contre
des strapontins ministériels, échange dont le
résultat le plus clair a été de désorienter la
classe ouvrière, en ne lui laissant pas reconnaî-
tre un ennemi dans le gouvernement de la gau-
che et en contribuant ainsi à sa démoralisation.

DES CANDIDATS LUTTE OUVRIÈRE

Voter PCF, quelque tentant que cela puisse
paraître aujourd'hui pour des travailleurs, c'est
se préparer à de nouvelles désillusions.

C'est pourquoi Lutte Ouvrière a présenté
quelques candidats dans un petit nombre de
cantons, afin, au moins dans ces endroits-là,
d'offrir aux travailleurs qui voudraient voter
pour la politique d'aujourd'hui du Parti Commu-
niste, de voter pour les critiques sans compro-
mis de la politique du gouvernement, pour le
recours aux moyens traditionnels de lutte de la
classe ouvrière que sont les grèves, les mani-
festations, les pressions de toutes sortes. Les
candidats de Lutte Ouvrière se présentent pour
donner à tous les électeurs de gauche un
moyen de dire : c'est cette politique-là que nous
voulons, et elle seule, et nous ne voulons pas
qu'on se serve de nos bulletins pour autre
chose que pour cela.

**En 81,
certains disaient
qu'Arlette
attaquait trop la gauche
mais aujourd'hui
c'est la gauche
qui attaque
les travailleurs**

Le vote pour des candidats de Lutte Ouvrière
sera le seul vote sans équivoque.

Alors, bien sûr, nous ne nous présenterons
pas dans tous les cantons et, bien sûr, les tra-
vailleurs n'auront pas partout la possibilité de
voter pour nous.

Dans les quelques cantons où se présentent
les candidats de la LCR, l'organisation d'Alain
Krivine, nous disons aux travailleurs : votez
pour ces candidats de la LCR, ce sera le vote le
plus clair que vous pourrez faire.

Partout ailleurs, nous disons aux travailleurs
qu'ils peuvent voter blanc sans remords. Ce ne
sera peut-être pas un vote clair, mais c'est le
seul choix qui leur est laissé s'ils ne veulent
pas, de toute façon, approuver une politique
opposée aux intérêts des travailleurs, sinon car-
rément anti-ouvrière.

Les candidats Lutte Ouvrière

**Dans les prochaines élections cantonales, Lutte
Ouvrière soutiendra un certain nombre de candidatures.
Ce sera notamment le cas de celles de :**

— **Jean-Marie CLOREC**,
ouvrier aux Chantiers du Nord
et de la Méditerranée, dans le
canton de La Ciotat
(Bouches-du-Rhône) ;

— **Sylvie CERVEAU**,
employée à la Sécurité
sociale, dans le canton de
Vierzon I (Cher) ;

— **Régis MAYET**,
dessinateur PTT, dans le can-
ton de Dijon IV (Côte-d'Or) ;

— **Anne-Marie LAFLOREN-
TIE**,
employée de bureau, dans le
canton de Toulouse XII
(Haute-Garonne) ;

— **Guy LAFON**,
agent hospitalier, dans le
canton de Pessac I (Gironde) ;

— **André MOULIN**,
ouvrier perceur, dans le can-
ton de Saint-Chamond Sud
(Loire) ;

— **Marie-France BELIN**,
employée, dans le canton de
Saint-Nazaire Est (Loire-
Atlantique) ;

— **Nicole BAUDRIN**,
sage-femme au CHR de Lille,
dans le canton de Lille Sud-
Est (Nord) ;

— **Georges MESTRES**,
ouvrier professionnel, dans le
canton de Lyon XII (Rhône) ;

— **Gisèle LAPEYRE**,
laborantine à l'hôpital
Charles-Nicolle, dans le can-
ton de Rouen V (Seine-
Maritime) ;

— **Gérard BELOT**,
ouvrier professionnel, dans le
canton de Belfort Ouest
(Territoire-de-Belfort) ;

— **Michel BRETON**,
technicien, dans le canton de
Gennevilliers (Hauts-de-
Seine) ;

— **Roland SZPIRKO**,
ouvrier métallurgiste, dans le
canton d'Aubervilliers Est
(Seine-Saint-Denis) ;

— **Michel JOUANNIN**,
dessinateur industriel, dans
le canton de La Courneuve
(Seine-Saint-Denis) ;

— **Gilbert FONTANET**,
ouvrier métallurgiste, dans le
canton de Saint-Ouen (Seine-
Saint-Denis) ;

— **Patrice CRUNIL**,
ouvrier fraiseur, dans le can-
ton d'Argenteuil Nord
(Val-d'Oise).

Dans notre courrier...

La lutte des colporteurs de journaux

Le Collectif des vendeurs crieurs (Comité de lutte) nous informe qu'il a créé une association « loi de 1901 » : l'ADDCP — Association de défense des droits des colporteurs de presse — et nous fait part de ses difficultés et de ses objectifs.

« Nous sommes une quarantaine d'hommes et de femmes de toutes nationalités, travailleurs très précaires, sans couverture sociale (ni feuilles de paye, ni Sécurité sociale, ni droits aux Assedic, ni accès aux stages de formation). Nous sommes des travailleurs au noir authentiques, hors statut, et uniquement officialisés auprès des autorités administratives et policières, par l'obtention d'une carte de colporteur délivrée par la préfecture de police. Notre travail consiste en la diffusion de la presse quotidienne (au pourcentage de 28 %) et hebdomadaire (25 %) à travers les rues et les différents lieux publics. Pour acheter cette marchandise, nous sommes obligés de régler à l'avance une somme d'environ 400 à 800 F. Le soir, si nous avons vendu la totalité de nos journaux, il nous reste entre 100 et 200 F de gain.

La très grande précarité de notre travail oblige beaucoup d'entre nous à se loger dans une chambre d'hôtel à la journée (de 50 à 80 F) car il nous est impossible d'accumuler la somme nécessaire pour payer une chambre au mois (900 à 1 200 F). Pour survivre, et dans les meilleurs cas, il ne nous reste que 30 à 130 F. Ceux qui ont fait de mauvaises ventes sont obligés de coucher dehors, afin d'économiser l'argent qui leur permettra de manger et de payer leurs journaux du lendemain, puisque les NMPP (Nouvelles messageries de la presse parisienne) ne nous accordent aucune avance sur les ventes.

Afin de lutter (le 8 février 1982) contre le fait que le retard du journal *Le Monde* (17 h 30 au lieu de 17 h) nous empêchait de gagner ce minimum pour pouvoir survivre, nous avons établi les fondements d'une protestation contre la précarité et ce qui est appelé aujourd'hui,

devenu fait de société, « la nouvelle pauvreté ».

Ayant gagné sur le problème d'arrivée (17 h comme avant) du journal *Le Monde*, nous avons dû arrêter la grève à cause de la fragilité financière de notre situation ».

Mais les colporteurs n'abandonnent pas « la lutte contre le travail au noir et pour l'obtention d'un statut de vendeur de la publicité avec un revenu fixe, la Sécurité sociale et tous les avantages sociaux auxquels ont droit tous les travailleurs. (...) »

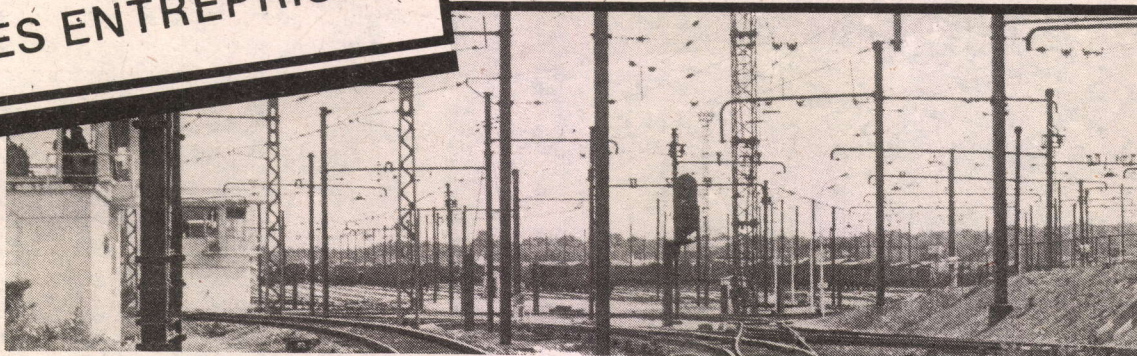
Le refus de toute solution de baisse de nos pourcentages sur les ventes, comme il nous est promis par la direction des NMPP en cas de fermeture du guichet. La distribution des journaux nous serait faite par des chefs camelots dans plusieurs points de Paris, à des pourcentages moindres (de 28 % à 21 % pour les quotidiens, un quart de notre revenu en moins) et seulement pour les gros vendeurs. Cette solution est intolérable car la profession est réservée aux indigents. Si c'est pour en arriver là, nous refusons toute fermeture du guichet.

Pour permettre le développement de la profession, nous demandons à pouvoir étudier, avec la direction des NMPP et des éditeurs, la possibilité de pouvoir diffuser les quotidiens du matin et de nouveaux hebdomadaires et mensuels que nous n'avons pas actuellement. (...) »

Nous sommes un petit corps de métier qui a besoin, pour sortir du ghetto administratif où nous sommes confinés, de toute l'aide politique et sociale nécessaire. Nous espérons en ce sens avoir le soutien des organisations politiques et syndicales et des personnalités du monde de la presse. »

ADDCP - Chez M. D. Waisler, 9, avenue A.-France, 92110 Clichy.

DANS LES ENTREPRISES



□ GARE D'AUSTERLITZ (Paris)

Deux jours de grève dans les services commerciaux

Les 12 et 13 février, la gare d'Austerlitz a connu un aspect peu habituel. Dès le 12 au matin, le Centre de préparation aux voyages (CPV), soit les réservations, billets internationaux, trains autos accompagnées, train + hôtel, ne fonctionnait plus.

L'après-midi, petit à petit, les guichets de vente des billets fermaient, et on pouvait voir un panneau de la direction disant : « Les voyageurs sont priés de demander leurs billets aux contrôleurs qui leur délivreront sans majoration ».

En effet, le projet de restructuration conduisait à supprimer treize postes sur la gare. Les premiers services touchés étaient le CPV et la Comptabilité. Le mois dernier, le CPV était déjà monté chez le chef de gare pour refuser une suppression de poste et la polyvalence accrue qui permettrait de nouvelles suppressions, et pour poser le problème des suppressions de postes.

Mardi 12, à une trentaine, le CPV et quelques employés d'autres secteurs ont profité de la réunion du Comité d'entreprise pour y manifester, un préavis d'une journée ayant été déposé. La direction refusa de discuter. A l'origine, la CGT avait prévu une manifestation contre

la réduction du nombre de Comités d'entreprise et avait ajouté, comme dans des tas de coins à la SNCF, des revendications locales.

Les grévistes font des équipes pour aller dans les services et font débrayer les employés des Recettes présents ; d'autres ne prennent pas leur service quand ils arrivent. Ils font aussi débrayer d'autres camarades des services commerciaux.

C'est à une soixantaine que nous allons à la direction régionale, mais celle-ci s'est barricadée. A la quasi-unanimité, nous décidons de continuer la grève pour le lendemain, en attendant le rendez-vous pour 15 h prévu entre direction et syndicats.

Le lendemain, malgré une note de la direction nous avertissant que nous ne sommes plus couverts par le préavis, deux guichets seulement sont ouverts aux Recettes. Dès le matin, nous nous retrouvons à une cinquantaine. La CGT nous présente la plateforme sur laquelle elle entend mener les négociations. Elle reste très vague sur les revendications, comme il lui est fait remarquer. Quant aux perspectives après l'entrevue avec la direction, la CGT ne veut pas en parler et met en garde contre les mouvements

les vendredis et les jours de grands départs (ce qui était le cas ce vendredi).

Finalement, à 15 h, nous sommes près de 80 à la Région, une partie de la Comptabilité nous ayant rejoints. Les délégués s'enferment avec la direction... pendant 4 heures. Las d'attendre, nous ne sommes plus que 25 à l'annonce des résultats : rien sur les suppressions de postes à la Compta, aucune réponse ; quant au CPV : pas de restructuration jusqu'à l'an prochain, maintien d'une suppression de poste, le poste mis en sursis est maintenu.

La reprise est votée à la majorité, mais plusieurs grévistes refusent de voter dans ces conditions, alors que tout le monde est parti.

En faisant deux jours de grève, nous avons marqué le coup vis-à-vis de la direction, mais les problèmes restent posés, et surtout son intention de supprimer treize postes.

Ce n'est que partie remise. La SNCF a décidé de supprimer plusieurs milliers d'emplois au niveau national. Il faudra s'y opposer, partout, même si c'est un emploi par-ci, par-là. Et nous avons pu constater que nous étions solidaires entre services.

Correspondant LO

ECHOS DES ENTREPRISES...

Dactylos cool

Entre les affaires très urgentes, urgentes, prioritaires ne souffrant aucun délai, les piles de dossiers s'accumulent dans les bureaux de dactylos. Jusqu'à quinze jours de retard ! Alors, l'urgent est en cours. Pour les miracles, il faut quelques jours de délai...

Extrait du bulletin Lutte Ouvrière - UAP Le Peletier.

Le doigt dans l'œil

Les naïfs qui se réjouissaient du départ d'une partie de nos camarades émigrés, dans l'espoir de voir les chômeurs bien français embauchés pour les remplacer, vont vite se rendre compte qu'ils se sont trompés : toute la production que nos camarades émigrés faisaient, c'est nous tous qui allons la faire. Et leur départ ne fera pas

s'arrêter les pressions de la direction pour obliger le personnel à perdre la moitié du salaire par le travail à mi-temps. Tout le bénéfice de ces opérations ira dans la poche du patron bien français.

Extrait du bulletin Lutte Ouvrière - Cycles Peugeot.

□ CREUSOT-LOIRE
(Saint-Chamond)

La lutte contre les licenciements continue

Les 108 travailleurs licenciés de Creusot-Loire Marrel de Rive-de-Gier, dont une partie s'est organisée dans un Comité de lutte soutenu par la CGT et la CFDT, et qui menaient des actions « coup de poing », ont manifesté vendredi 8 février avec les travailleurs de Creusot-Loire Pinguely qui venaient de recevoir, eux aussi, leur lettre de licenciement.

Ils bloquèrent le principal carrefour de Saint-Chamond avec une grue télescopique (une des fabrications de l'usine Pinguely) et firent brûler des pneus sous l'œil des CRS qui avaient été envoyés par le député-maire socialiste pour « sauvegarder les biens et les personnes » (sic).

Le lundi, l'intersyndicale CGT et CFDT organise un rassemblement au portail principal de l'usine Creusot-Loire Saint-Chamond. Les licenciés de Marrel et Pinguely sont là. Ceux de Marrel demandent d'être maintenus sur leur usine et d'y suivre une formation « intramuros » sans être licenciés et ceux de Pinguely demandent à être embauchés dans les unités de DMS dépendant de la nouvelle société Creusot-Loire Industries et de CLECIM

(repris par Spie Batignolles). Ils estiment qu'ils n'ont pas à faire les frais de la liquidation de leur usine et demandent qu'on les reprenne dans les secteurs qui marchent.

C'est donc à environ 500 que nous sommes allés voir les directions de DMS et de CLECIM. Et les directeurs ont dû répondre « en direct » aux questions des licenciés et des délégués dans une chaude ambiance... Un ultimatum de 48 heures a été adressé aux directions pour qu'elles se décident à embaucher.

Le soir même, des licenciés de Marrel et Pinguely ont envahi le Conseil municipal de Saint-Chamond pour adresser le même ultimatum aux pouvoirs publics à travers le député-maire socialiste qui est aussi, entre autres titres, le

président du comité de l'emploi Loire-Sud. Celui-ci a alors sorti de sa manche deux téléx ; l'un nous apprenant ce que tout le monde savait, la tenue à la préfecture d'une réunion pour la mise en place de la CGPS (convention générale de protection sociale) sur le bassin d'emploi ; l'autre annonçant le départ sur DMS d'une centaine de travailleurs de plus de 50 ans et leur remplacement par des Marrel et des Pinguely. Cette information, bien que très floue, a été perçue comme un recul de Creusot-Loire Industries.

Mercredi 13, nouveau rassemblement aussi important que lundi, avec en plus les femmes et les enfants des licenciés de Pinguely. Ceux-ci s'étaient transformés en hommes sandwichs avec des slogans du style :

« J'ai 20 ans d'ancienneté, 3 enfants ; Pinguely m'a licencié ; je veux être embauché sur Creusot-Loire Saint-Chamond. »

Le directeur de DMS a de nouveau été interpellé dans une ambiance houleuse. Le directeur de CLECIM, lui aussi, a dû s'expliquer et se retrouva même transformé en homme sandwich : « J'ai été licencié »... La matinée s'est terminée par l'occupation jusqu'à midi de l'atelier du VAB (fabrication des véhicules de l'avant blindés) où les commandes (militaires) urgentes...

Le lendemain, les travailleurs du secteur FS (fabrication soudée pour la construction d'engins blindés) débrayaient et, accompagnés des licenciés de Pinguely, circulèrent dans les

autres ateliers du site. La plupart du temps, dans les ateliers où les gars passent, le travail s'arrête et ce sont des discussions avec les licenciés. Cette forme d'action doit être étendue à tous les secteurs qui vont débrayer chacun à leur tour pour aller vers les autres ateliers. Cette action, proposée par la CGT et la CFDT, a été approuvée à main levée par les travailleurs lors de l'AG du mercredi 13. Des travailleurs ont conscience que rapidement il faudra un mouvement d'ensemble plus important que les précédents, si l'on veut forcer CLECIM et Creusot-Loire Industries à embaucher tous les camarades de Pinguely licenciés.

Correspondant L.O.

DERNIERE HEURE

Les trois premiers jours de la semaine du lundi 18 février, des débrayages tournants ont touché trois principaux secteurs de l'usine. Ils ont été très bien suivis, avec des proportions de grévistes de 85 à 95 % parmi le personnel ouvrier. A la fin de chaque débrayage, les grévistes se rassemblaient et discutaient sur la suite du mouvement : dans l'ensemble, ils semblent satisfaits de cette forme de lutte. La présence, avec les grévistes de l'usine Creusot-Loire, des licenciés de Pinguely était un élément bien apprécié par tout le monde.

A L'ALSTHOM-ATLANTIQUE DE SAINT-NAZAIRE

Le patron attaque tous azimuts

« Stage de fin de carrière » ou début des vaches maigres ?

Dès le début mars, tous les travailleurs de 53 ans et plus vont recevoir une lettre de la direction à laquelle ils devront répondre dans les quinze jours si, oui ou non, ils sont « volontaires » pour partir « en stage fin de carrière ».

Cela concerne 370 personnes. Mais déjà le patron met d'office dehors les garde-vestiaires, les malades, les travailleurs de l'atelier 91 !

Les ouvriers, les employés sont les plus touchés. Les chefs de service, de groupe, les ingénieurs et les dessinateurs ne sont pas concernés par ces conversions.

De plus le patron se réserve le droit d'accepter ou de refuser le départ « volontaire » des 53 ans, suivant les postes qu'ils occupent !

Si bien que, que l'on soit « volontaire » ou désigné d'office, c'est le patron qui décide de notre avenir !

De plus également, même si tous les 53 ans quittaient le chantier, il resterait quand même plusieurs dizaines de moins de quarante-huit ans menacés de congés conver-

sions... donc de licenciement à plus ou moins brève échéance !

Le patron semble pressé de mener son affaire maintenant. Dès le 1^{er} mai ce sont plusieurs centaines de travailleurs qui vont quitter Penhoët.

Pour les 53 ans, laisser la pointeuse et les grilles, ils ne demandent que ça ! Mais, pour certains, partir avec 70 % du salaire, cela les angoisse. Car il n'est pas rare qu'ils aient encore des enfants à charge, soit à l'école, soit au chômage.

Ceux qui décident de notre sort gagnent plusieurs millions par mois. Aucun de ceux-là, à la tête du Chantier comme de l'Alsthom, n'est concerné ni par les licenciements, ni par la diminution des revenus. Au contraire, pendant qu'ils nous mettent dehors, eux continuent à bien vivre sur notre dos à tous (de ceux qui restent comme de ceux qui partent). Et ils se paient le culot encore d'expliquer que c'est pour le bien de l'entreprise !

Un atelier de « réadaptation » pour les handicapés de la Navale !

Pour diviser et créer un climat d'inquiétude parmi les travailleurs, le directeur a décidé de mettre en place, à partir de la mi-mars, un atelier pour les travailleurs improductifs. Cet atelier est destiné « à la réadaptation du personnel inadapté à la productivité que nous devons atteindre ». Bien au-delà de cette scandaleuse initiative, en fait ce sont tous les travailleurs qui sont visés !

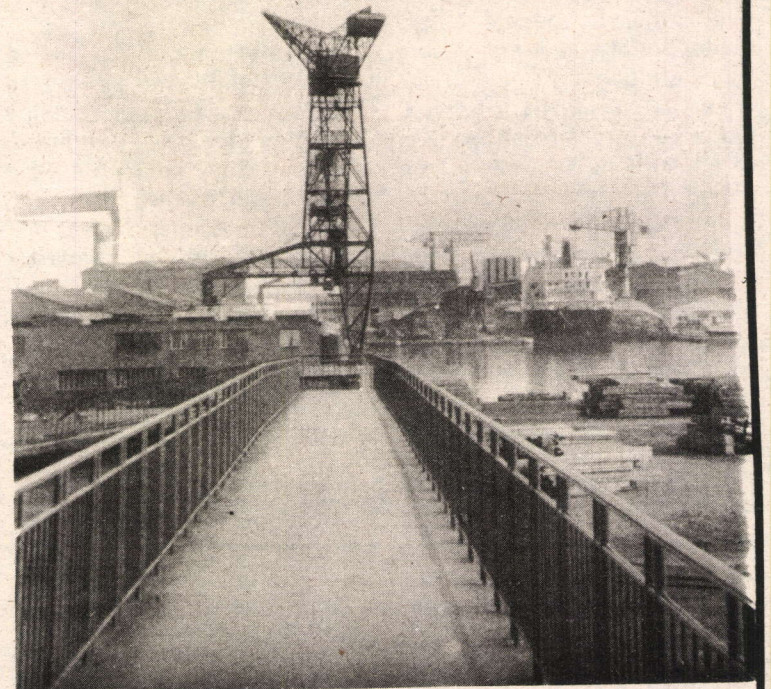
Du côté des syndicats

Congés de conversion, stage de fin de carrière, atelier de réadaptation, chômage partiel : le patron attaque par tous les bouts.

Nous sommes en ce moment à 27 h. par semaine. Et les bruits courent qu'après la fin mars nous serons en chômage total partiel !

Devant cette situation, les travailleurs sont démoralisés, pensent qu'il est trop tard. Et l'attitude des organisations syndicales favorise ce climat.

Ce n'est certes pas FO ou la CFDT qui vont donner des



Le pont de Penhoët.

perspectives de lutte aux travailleurs, vu que leurs fédérations ont signé, entre autres, les congés conversions !

Quant à la CGT, bien sûr elle n'a pas signé, bien sûr elle dénonce avec plus de vigueur l'amputation des salaires. Mais aide-t-elle sérieusement les travailleurs à s'organiser ?

Eh bien, malheureusement, non ! Quand elle appelle à un débrayage tel que celui de la semaine dernière, ou celui du mardi 19 février, elle ne les prépare pas ! On sent plus la

préoccupation « d'occuper le terrain », face aux deux autres boutiques syndicales, que de remonter le « moral » des gars, y compris des militants ! Au dernier meeting par exemple, elle s'est contentée de réclamer des commandes, de proposer une « bonne gestion », alors qu'ici tout le monde sait que les commandes, cela ne dépend pas de nous, ni des syndicats, d'ailleurs !

Correspondant L.O.

□ SAFT (Bordeaux)

Les travailleurs ne renoncent pas à la réintégration d'un des leurs, licencié sur simple présomption

Une fois de plus, nous nous sommes retrouvés à une centaine devant le tribunal des Prud'hommes pour soutenir notre camarade licencié de l'usine depuis décembre.

Le mardi 12 février, il s'agissait d'une « tentative » de conciliation avec la direction. Cette dernière continue d'accuser sans preuves ce camarade de « tentative » de vol. Ce dernier clame toujours son innocence et, devant cette situation qui dure et que la presse et la télévision régionales commentent régulièrement, un juge représentant des patrons a été jusqu'à demander à trois reprises au patron de la SAFT de le « réintégrer momentanément » (c'est son expression) en attendant la conclusion de l'enquête en cours ! C'était la surprise de la journée car, d'ordinaire, les juges patronaux sont solidaires de leurs semblables.

Le patron de la SAFT a cependant refusé.

De retour à l'usine, nous nous sommes réunis à 80 à la cantine pour décider des suites de l'action.

Il a été voté à l'unanimité d'arrêter le piquet de soutien tous les matins devant l'usine car, jusqu'à la conclusion de l'enquête, près de 60 jours restaient à passer. Et il valait mieux finir en beauté ce 12 février plutôt que de voir le soutien s'effiloche.

La CGT a remis sur le tapis l'idée de lier cette action aux revendications salariales. Lors d'une précédente réunion du Comité de soutien, sa proposition avait été refusée. Là, c'est carrément sous des huées que, une fois de plus, le responsable CGT a proposé puis retiré cette idée qui en fin de compte



n'était avancée que pour noyer le poisson. Le sentiment général était : « Il ne faut pas tout mélanger... ».

A l'unanimité, il fut décidé que le Comité de soutien se réunirait une fois par semaine en présence du camarade licencié. Lors de la première réunion qui a suivi cette décision, 28 personnes étaient présentes. De grands bandeaux vont être collés sur Bordeaux, de même qu'une délégation va demander audience au président du Conseil régional.

Le sentiment de l'usine est en train de changer. Même les cadres pensent aujourd'hui que le patron s'est mis dans des sales draps !

Reste que la majorité de l'usine attend de savoir si l'OS licencié sera jugé coupable ou pas par la justice.

Mais il est bien clair pour tout le monde que, si ce camarade est jugé innocent, il devra être réintégré, sinon la grève de toute l'usine sera mise à l'ordre du jour.

Correspondant LO

□ DU PONT DE NEMOURS (Besançon)

La flexibilité de l'emploi par la petite porte

La fabrique de connecteurs pour l'électronique Du Pont de Nemours, installée à Besançon, avait caressé le projet de s'offrir sa petite flexibilité de l'emploi personnelle.

A l'automne dernier, la direction de l'entreprise a demandé l'autorisation d'employer des équipes de volontaires le dimanche, pour faire face à la commande d'une grosse usine allemande. Consultés, le Conseil municipal de Besançon — à majorité socialiste — et la Chambre de commerce et d'industrie du Doubs ont donné leur accord. Mais l'inspection du travail s'y est finalement opposée, autorisant simplement des équipes extérieures à travailler en fin de semaine.

Depuis, le directeur de l'usine n'en finit plus de crier à l'étranglement, au sabotage... On lui interdirait de faire des affaires. Quant à embaucher, pour répartir la charge de travail en semaine, il n'en est pas question. Cela serait bien

trop gênant si ensuite les commandes, actuellement en flèche, retombaient brutalement. Mais le patron se défend hypocritement :

« Nous cherchons à embaucher. 60 offres d'emploi paraissent régulièrement dans la presse régionale. Nous ne pouvons tout de même pas vider les entreprises locales, en offrant des salaires supérieurs » !

Sa loyauté avec ses collègues l'amènerait donc à se laisser « étrangler » plutôt que d'augmenter les salaires ! Esprit de sacrifice pour le moins inhabituel, s'il ne s'agissait tout simplement d'une belle entente entre brigands pour surexploiter leurs travailleurs respectifs.

Non, ce que le directeur veut, c'est la bénédiction de l'administration pour faire travailler ses ouvriers 7 jours sur 7, voire 12 heures sur 24 quand il en a besoin. Ben voyons, les ouvriers corvéables à merci, c'est tellement plus pratique !

Annick MORIZET

ECHOS DES ENTREPRISES...

LES POUSSE-AU-BOULOT

Devant la chaîne de montage des moteurs pour Electrolux, il y a un tableau pour afficher nos « performances » : nombre de moteurs sortis dans la semaine, nombre de retouches...

Si certains confondent cadences et compétition sportive, nous sommes tout prêts à leur laisser la place pour se défoncer sur la chaîne, au lieu de se contenter de jouer les supporters.

Extrait du bulletin Lutte Ouvrière Bernard Moteurs Rueil.

MONSIEUR LOTO ETAIT... DIRECTEUR

Il n'a pas été payé avec des illusions, ce directeur qui a battu tous les records d'indemnités de licenciement.

Il est parti avec plus de 100 millions de centimes, soit 20 fois plus que l'ouvrier avec 30 ans d'ancienneté.

Pas besoin de croire à la chance pour ceux qui ont déjà le fric : il suffit de tendre les mains.

Extrait du bulletin Lutte Ouvrière CGCT Vaugirard.

CIRCULEZ, Y A RIEN A BOIRE

Le retrait des grands distributeurs SAFAA aurait été décidé, nous avait-on affirmé, à cause de l'hygiène. La direction n'avait pas précisé de quelle hygiène il s'agissait. C'est sans doute l'hygiène mentale car elle vient d'avouer maintenant, au CHSCT, qu'elle voulait supprimer les points de rencontre. Craindrait-elle, en ces temps d'austérité, que les rassemblements entraînent des idées contraires aux siennes ?

A quand le couvre-feu pour les postés ?

Extrait du bulletin Lutte Ouvrière Rhône-Poulenc Vitry.

LES CHRO...NO !

A deux reprises, nous nous sommes mises toutes en grève dès l'arrivée du chrono. En effet le chef nous menaçait de sanctions si nous refusions de nous faire chronométré.

Vraiment, cet entraîneur manque totalement de tact ! Il sait pourtant que, pour battre des records, il faut nous ménager : régime alimentaire spécial, massages quotidiens, sommeil suffisant, etc. Comme les grands sportifs, nous voulons être chouchoutées !

Extrait du bulletin Lutte Ouvrière SAFT Bordeaux.

Dans notre courrier :

(...) Ayant dernièrement attrapé la grippe (...), le médecin m'ayant mis cinq jours d'arrêt (...), deux jours plus tard, je reçus une convocation pour une contre-visite par un médecin désigné par l'administration. (...) Ce monsieur (le toubib) (...) me demanda l'ordonnance de mon médecin, me toucha le front, remplit deux ou trois lignes sur une feuille (...).

Le dimanche, fin de mon congé maladie, ne me sentant pas encore en forme, je cherchais à rappeler dès le lendemain mon médecin pour une prolongation. Je prévins mon bureau qui me signala gentiment mais sûrement (menace de demande d'explications) que je devais prévenir 48 heures avant la prolongation, qui fut de sept jours d'ailleurs, et

trois jours plus tard je reçus un télégramme urgent m'ordonnant de reprendre mon travail, n'étant pas malade pour l'administration. J'ai effectivement repris mon travail, ne sachant que faire, ce cas ne s'étant encore jamais produit au bureau. Pourquoi moi ? Je n'en sais rien mais je peux dire que, depuis cinq ans et demi que je travaille dans les PTT, je n'ai pris que seize jours de congé maladie, dont cinq en accident du travail — ça arrive aussi chez les facteurs. Je ne suis donc pas un spécialiste des arrêts bidons. (...) Je sais que mon cas n'est pas très important, parmi les nombreux cas de misère et de chômage en France. (...)

Je suis facteur et mes clients sont restés presque

trois jours sans courrier et ce n'est pas la première fois que des tournées ne sont pas effectuées dans le département, faute de personnel, malgré des congés annuels refusés.

Salutations révolutionnaires D.B. Laon

Nous publions bien volontiers des passages de la lettre de notre correspondant. En effet, pour faire des économies en personnel, l'administration n'hésite bien souvent pas, d'une part à n'assurer que partiellement le service des usagers, de l'autre à tenter d'exercer des pressions sur ses agents pour qu'ils ne prennent pas leurs congés quand ils en ont besoin, y compris leurs congés-maladie !

□ KREMA (Montreuil)

A Kréma, on n'est pas payé comme à Hollywood !

Depuis le mardi 12 février, l'usine Kréma de Montreuil est en grève à l'appel de la CGT. Fin janvier, la direction avait fait connaître ses propositions salariales pour l'année : 1,9 % d'augmentation au 1^{er} juillet 1985 et 1,9 % au 1^{er} janvier 1986, ainsi qu'une augmentation de 50 F de la prime de vacances (1 300 F). Aucun rattrapage n'était envisagé sur 1984, alors que la productivité avait, elle, augmenté de plus de 8 %. De plus, la direction avait annoncé un « système expérimental », en fait un plan de productivité, selon lequel les ouvriers seraient « responsables » de la production par « ligne » (= chaîne) ou par atelier ; à eux de se débrouiller avec les effectifs, le matériel, etc. (et cela pourrait déboucher sur une prime).

Kréma, qui est une filiale du trust américain de l'alimentation General Food, possède plusieurs usines en France. Les travailleurs y bénéficiaient d'une échelle mobile supprimée en 1982, au moment du blocage des salaires. De même, la direction s'est arrangée pour supprimer la participation



(« on ne fait plus de bénéfices ») qui représentait environ un mois de salaire par an.

L'annonce des propositions salariales pour 1985 a fait éclater le mécontentement : un débrayage a eu lieu dans chaque établissement. A Montreuil, c'est la CGT (syndicat unique) qui a proposé la grève de 8 heures pour le 12 février, pour une prime de rattrapage de 2 000 F pour tous, un rattrapage de 3,8 % pour 82/83/84 et 5,50 % d'augmentation pour 1985.

La direction a fait alors de nouvelles propositions : de 3,8 % d'augmentation (en 2 fois), elle est passée à 3,75 % (en 3 fois) ! Son leitmotiv, le plan de production, reste inchangé. Du

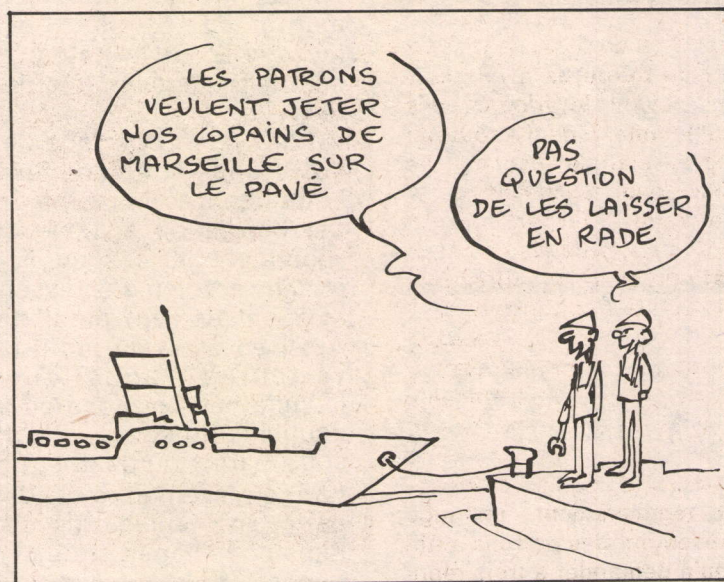
coup, à Montreuil (où plus de 400 ouvriers et ouvrières fabriquent les chewing-gum Hollywood, les Malabars, etc. en deux équipes, de 6 heures à 22 heures) le travail n'a pas repris. Ce sont essentiellement les secteurs de production qui restent en grève. Même la maîtrise a décidé un débrayage de 2 heures le jeudi et a été porter ses revendications à la direction. (La maîtrise bénéficie, elle, d'augmentations « au mérite » en plus des augmentations générales).

Cette grève exprime le ras-le-bol des travailleurs face à la dégradation de leur pouvoir d'achat et leur inquiétude pour l'emploi (128 personnes en moins en un an et construction d'une nouvelle usine « performante » à Chatellerault). La CGT, qui n'avait pas proposé grand-chose depuis 1981, réclame maintenant l'ouverture de négociations et son gros problème, c'est que la direction ne veut pas négocier !

Le mardi 19 février, l'usine est toujours en grève, les travailleurs tiennent et ne veulent pas rentrer sans rien.

□ CHANTIERS NAVALS (La Ciotat)

Les travailleurs de La Ciotat solidaires des grévistes de la CMR



C'est discrètement et sans bruit que le paquebot le Ville de Dunkerque est arrivé aux Chantiers, lundi 11 février.

Pourquoi tant de discrétion ? Parce qu'il venait de Marseille, des ateliers de la Compagnie Marseillaise de Réparation, où les travailleurs sont en grève pour empêcher des licenciements et la réduction de leurs salaires.

La direction de la CMR a donc cherché à faire réparer son bateau ailleurs. Elle a demandé aux Chantiers NORMED, dont la direction a bien sûr accepté.

Pas les ouvriers ! Aucun n'a voulu travailler sur ce bateau : pas question de casser la grève ! Dès qu'ils ont appris par la CGT d'où il venait, les premiers, les ajusteurs sont montés voir leur chef lui dire qu'ils refusaient de faire les jaunes. Les travailleurs des CNM sont solidaires de ceux de la CMR. Il n'y a pas beaucoup de travail à La Ciotat et

c'est dans ce contexte qu'ils ont refusé de remplacer les grévistes.

La direction de la CMR a alors demandé de venir faire les travaux à l'entreprise Sud-Marine. Les ouvriers sont venus de Marseille mais, dès qu'ils ont su que le bateau venait de la CMR, ils ont refusé de faire le travail, par solidarité !

Devant tant de détermination et de cohésion, la CMR a dû faire partir le bateau ailleurs.

Il a quitté La Ciotat, au grand regret de la direction qui a sorti un flash d'information pour faire part de son amertume : elle trouve que cette action « contribue à détériorer notre image de marque... »

Les ouvriers, eux, même s'il n'y a pas beaucoup de travail à La Ciotat, ont montré à juste titre qu'ils pouvaient soutenir des travailleurs en grève.

Correspondant L.O.

□ FONDERIE THECLA (Delle, Territoire-de-Belfort)

Les salaires, ça ne va pas !

Vendredi 1^{er} février au matin, il y avait de l'ambiance chez Thecla, une fonderie dans laquelle nous sommes 750 à travailler. Les ouvriers du Zinc s'étaient mis d'accord (une soixantaine sur 80 en deux équipes), suite à la distribution des paies jugées désastreuses, de débrayer dans la matinée. Après avoir consulté les gars de la Fonderie Petites Pièces, tout le monde décidait de commencer le mouvement après le casse-croûte à 8 h. 30. Nous arrêtons tous de travailler à l'heure dite et on se réunissait au local syndical, malgré les coups de gueule des chefs. Nous voulions faire venir le nouveau directeur. Celui-ci se faisant attendre, certains proposaient de passer dans les autres ateliers pour élargir le mouvement.

Mais le délégué présent ayant le plus de poids proposa d'attendre et ne pas précipiter les choses. A 11 h. 30, peine perdue, pas de nouvelles du directeur. Il ne restait plus qu'à passer la consigne à l'autre équipe pour continuer le mouvement. Les gars du Zinc continuèrent, mais pas tous ceux des Petites Pièces. Il fallut attendre lundi pour que le directeur nous dise de poser nos revendications sur le papier, pour qu'il puisse les étudier. Ce qui fut fait. Nous demandions pour le Zinc une augmentation de coefficient de 170 à 180, des rangs supplémentaires sur la base et le rattrapage sur la grille affineurs alu pour les affineurs zinc. Aux Petites Pièces, c'était un fondeur supplémentaire dans chaque

équipe, ainsi qu'un rouleur, et une augmentation de 200 F.

Le directeur nous fit attendre jusqu'au lundi suivant, en fixant une réunion avec les deux ateliers. Il n'y vint pas à l'heure prévue et la grève redémarra au Zinc. Vu notre réaction, il se décida, et nous avons obtenu l'essentiel de nos revendications au Zinc. Mais aux Petites Pièces, malgré une heure de discussion, la réponse était négative et c'est assez démoralisés que les camarades ont repris le travail. Mais il n'est pas dit que la partie soit perdue, car les fondeurs du Zinc, renforcés, eux, par leur succès proposent de soutenir les camarades des Petites Pièces s'ils veulent remettre ça. Et le secteur Alu, le plus important de l'usine, s'intéresse à ce qui a été fait au Zinc.

□ EGF (Paris-Ouest)

Un coup de colère qui paie

A EGF, le coup de frein sur l'embauche se fait nettement sentir depuis deux ans. De nombreux postes vacants ne sont pas remplacés. La direction espère qu'on continue à faire le même travail en étant moins nombreux. C'est tout bénéfice pour elle, mais c'est aussi la goutte d'eau qui fait déborder le vase, comme la semaine dernière à EGF-Paris Ouest.

Le service du TRI (trésorerie, recouvrements, imputations) de la rue du Laos (15^e) a fait grève à 100 % pendant une journée et demie.

En effet plusieurs employées de ce service travaillent aux 4/5^{ème} de temps, mais doivent continuer à assurer la même charge de travail avec un salaire amoindri. De fait, dans ce service, il manquait 58 heures de travail par semaine pour 70 personnes. Les employées réclamaient une embauche. L'échec des démarches syndicales et l'arrogance de la hié-

rarchie ont provoqué mercredi dernier le coup de colère qui a déclenché la grève.

Au cours du mouvement, les employés du service ont pu apprécier leurs chefs à leur juste valeur. Ceux-ci, d'habitude paternalistes, ont montré leur mépris vis-à-vis des employés. Le chef du service clientèle allant jusqu'à affirmer « que certains employés ne travaillent pas plus de 11 heures par semaine ». Cela a provoqué un beau çahut.

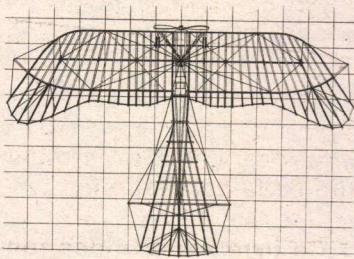
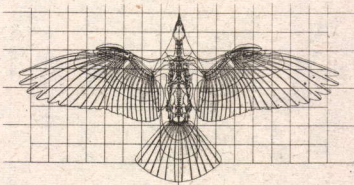
La direction a accordé une embauche jeudi soir, ne tenant certainement pas à voir les chèques des clients s'accumuler sur les tables.

Par contre, la direction a refusé de payer les heures de grève. Mais les employés du service, regonflés par cette journée, ne se sont pas laissés démonter et sont allés déposer les dossiers de la journée et demie de travail (non payée) sur le bureau de leur chef.

EXPOSITION

« Innovations » de la nature et innovation industrielle

Au Museum national d'histoire naturelle
— Jardin des Plantes —



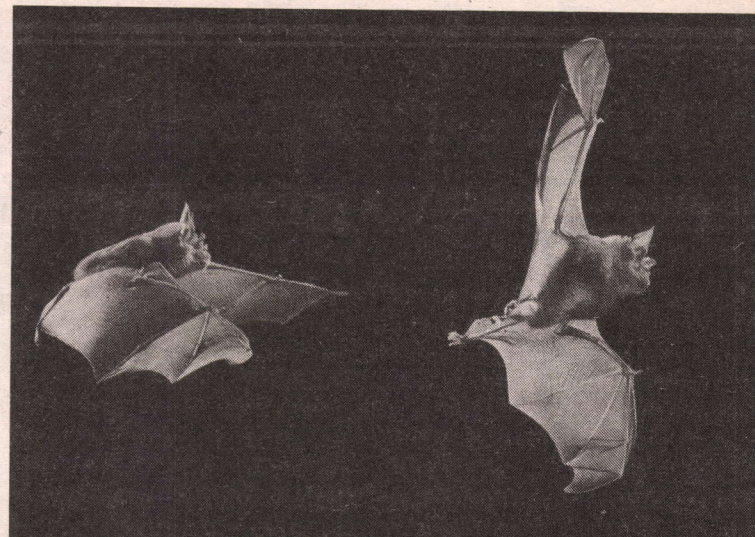
L'intitulé de l'exposition en définit bien le projet : mettre en parallèle des inventions de la nature et des techniques industrielles.

Il arrive en effet que des solutions trouvées par l'intelligence humaine et par l'évolution animale ou végétale pour résoudre le même problème puissent être mises en parallèle. Ainsi en est-il du profil de vertébrés aquatiques (comme les poissons ou le dauphin) et de celui d'un sous-marin ; ou de la structure en éventail d'os des pattes, de feuilles, de certains coquillages et de certaines formes architecturales ; ou encore du sonar des chauves-souris et des dau-

phins, et des radars, par exemple.

Cette concordance des innovations humaines avec la nature a rarement été le fait d'une volonté délibérée de la part des inventeurs et on n'a souvent fait que la constater a posteriori. Au vu des exemples montrés dans l'exposition, on aurait plutôt tendance à penser que, lorsque l'inventeur est allé chercher a priori l'inspiration dans la nature, cela a souvent conduit à l'échec ou à des réalisations qui relèvent plus de prototype ou de la formule originale que de l'usage courant...

L'avenir dira si la « blonique », qui « étudie les systèmes existant chez les êtres vivants, afin de s'en inspirer



pour résoudre les problèmes techniques », sera source de nombreuses inventions. Car, comme le dit une phrase de conclusion de l'exposition, « l'homme, grâce à son intelligence formelle, peut inventer sans s'inspirer de modèles naturels ».

Cela dit, les descriptions d'adaptations animales ou végétales sont certainement plus intéressantes pour le visiteur que les inventions industrielles présentées. Réalisées à l'aide de nombreuses maquettes et de montages audiovisuels, elles sont claires et attrayantes.

Une remarque enfin : on ne peut pas ignorer après cette visite que, dans ce

pays où le budget de la culture est ridiculement bas, les expositions se sponsorisent comme des équipes du Tour de France. En effet, réalisée avec un concours important de l'Agence nationale pour la valorisation de la recherche (ANVAR, essentiellement chargée de distribuer des aides financières à des entreprises « innovatrices »), un des buts de l'exposition est précisément de valoriser un certain nombre d'innovations techniques (nationales !) inspirées de la nature.

Philippe NATIER

Jardin des Plantes, de 10 h à 17 h 30, tous les jours sauf mardi.

Sélection télé

Samedi 23 février

17 h 55. A2. **Le magazine** : Spécial Nouvelle-Calédonie. Plusieurs reportages : du côté des Caldoches, du côté des Kanaks, et du côté de l'état-major français pour qui le maintien de la France en Nouvelle-Calédonie et en Polynésie est un enjeu stratégique important. A voir sans doute d'un œil critique, pour les informations et le contenu documentaire.

20 h 05. FR3. **Le Disney Channel** : pour les amateurs de dessins animés et de Zorro.

20 h 40. TF1. Série noire. **Pitié pour les rats**. La rencontre de trois petits cambrioleurs bien tranquilles et d'un terroriste.

22 h 15. TF1. **Droit de réponse** de Michel Polac : **Le modèle scandinave**. Débat sur la social-démocratie et le modèle suédois. Avec comme invités : des journalistes, un député du PS, un membre du RPR, des syndicalistes suédois et danois.

Dimanche 24 février

17 h. A2. **Molière ou la vie d'un honnête homme**, film d'Ariane Mnouchkine. Deuxième épisode.

17 h 30. TF1. **Les animaux du monde**. La vie dans les prairies sous-marines. Reportage sur la faune méditerranéenne.

21 h 35. A2. **Pour le meilleur et pour le pire**. Dernière émission : la vie des femmes et des hommes à Cuba.

22 h 30. A2. **Opus 85**. Hommage à Kathleen Ferrier. Une voix bouleversante de contralto : à écouter !

22 h 30. FR3. **Cinéma de minuit**, cycle Marcel L'Herbier. **Entente**

cordiale : chronique filmée sur la prise de Fachoda par la mission Marchand et l'incident diplomatique franco-anglais qui s'ensuivit.

Lundi 25 février

14 h 50. A2. **Martin Eden** : troisième épisode du feuilleton d'après le roman autobiographique de Jack London.

20 h 35. A2. **Mariage**, comédie de G.B. Shaw : une critique mordante de cette institution et de la société victorienne.

20 h 35. FR3. **Il faut vivre dangereusement**, film policier avec Annie Girardot et Claude Brasseur. Une intrigue embrouillée mais dont les héros — un couple de farfelus — ne se prennent guère au sérieux.



Mardi 26 février

14 h 55. A2. **Martin Eden** : quatrième épisode.

20 h 35. FR3. **Western** : **La ruée vers l'Ouest**, d'Anthony Mann. Avec Maria Schell et Glenn Ford. Au moment où le terri-

toire de l'Oklahoma est ouvert aux pionniers américains...

Mercredi 27 février

La télévision ne nous offrant le choix qu'entre un feuilleton usé jusqu'à la corde (**Dallas**), un téléfilm plein de poncifs (**Vive la mariée**) et une émission sur les imitateurs qui n'a pas l'air passionnante, ce sera le moment d'aller au cinéma !

Jeudi 28 février

20 h 35. TF1. **Au nom de tous les miens**. Quatrième épisode du feuilleton tiré du livre de Martin Gray et de Max Gallo : le temps de l'extermination, dans l'enfer du camp nazi Tréblinka.

20 h 35. A2. **Western sicilien**. Un feuilleton en trois épisodes d'après une nouvelle de Leonardo Sciascia. Alors que le monde entier est secoué par les débuts de la Première Guerre mondiale, dans la campagne sicilienne, la Mafia sévit.

22 h 35. FR3. **Musclub** : concert n° 2 pour piano de Beethoven, sous la direction de Carlo Maria Giulini et avec Murray Perahia.

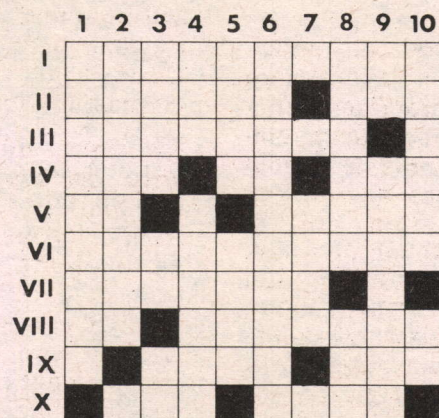
Vendredi 1^{er} mars

14 h 45. A2. **Martin Eden**, dernier épisode.

20 h 35. FR3. **Welcome to America** : reportage de Marian Marzyński sur la vie des réfugiés polonais débarquant à Chicago, « l'une des plus grandes villes polonaises du monde ».

21 h 55. FR3. **Décibels de nuit** avec Alain Bashung et Paul Personne, qui chante le blues en français.

MOTS CROISÉS



HORIZONTALEMENT

I. Ont parfois besoin d'une bonne purge. II. Pour le comprendre il faut un interprète - Artère. III. Défaut d'assurance. IV. Prière - Indéfini - Défini. V. Tête à demi - Ringard. VI. Cauchemars du pyromane. VII. Imitera le marbre ou le bois. VIII. En matière de - Préparent les aliments. IX. Impôt - Pas beaucoup. X. Troisième personne du singulier - Guide.

VERTICALEMENT

1. Impressionnent. 2. Transports de marchandises manquant d'R. 3. Reine - Conjonction négative - Bout de jupette. 4. Ou là - Serrai étroitement. 5. Prénom italien - Complément du VIII. 6. Coloriste. 7. Moitié d'algue rouge. 8. Canal - Le début de l'opium. 9. Cours d'eau court - Sans fin. 10. Sans moitié - Pronom.

Solution du problème précédent

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
I	P	R	E	S	I	D	E	N	T	S
II	A	O	U	T		O	B	I		U
III	R	U		R	A	D	E		M	S
IV	A	C	R	I	M	O	N	I	E	S
V	L	O	U	E	E		I	N	S	U
VI	L	U	S		R	A	S	E	U	R
VII	E	L	E	M	E	N	T		R	E
VIII	L	E	S	E		T	E	T	E	R
IX	E	N		N	U	R	S	E		A
X	S	T	A	T	U	E		T	A	S



En voyage en France lors du coup de force du général Jaruzelski, le 13 décembre 1981, l'auteur est resté ici et est devenu l'un des représentants à Paris du Comité de coordination de Solidarité en France. Le 5 février dernier, il décidait de retourner en Pologne (d'où le titre de ce livre), mais fut refoulé dès son arrivée à l'aéroport de Varsovie.

Son ouvrage, un témoignage écrit à la première personne, retrace le cheminement qui fit de lui un militant du KOR puis de Solidarité. Il permet de retracer l'évolution d'un certain nombre d'intellectuels nés en Pologne pendant ou juste après la guerre. L'itinéraire de ces militants contestant le régime, ces « communistes révisionnistes » ou « rénovateurs », comme les qualifie Blumsztajn, qui étaient uniquement liés à leur milieu, l'intelligentsia, les conduisit, au milieu des années soixante-dix, à se lier à la classe ouvrière alors qu'ils avaient complètement rompu avec ce qui leur restait de marxiste pour devenir des libéraux luttant pour une « véritable démocratie ».

Seweryn Blumsztajn fait remonter les origines de son engagement politique à son passage dans les « scouts rouges », un mouvement créé par des amis de Kuron, après 1956. Leur but était d'essayer de former des jeunes d'une façon, selon eux, « authentiquement communiste », sur la lancée et avec les idéaux de l'Octobre polonais de 1956. L'auteur décrit ensuite sa participation à la contestation estudiantine de 1965 à 1968, aux côtés d'hommes comme Adam Michnik et Jacek Kuron, ses aînés. Le mouvement fut réprimé et Blumsztajn connut la prison en 1965 et 1968.

Entre 1968 et 1976, de fait, tous ceux qui avaient

été des contestataires lors de la période précédente se trouvèrent « marginalisés » par le pouvoir, écartés des carrières que leurs études auraient pu leur ouvrir, explique l'auteur. Michnik choisit de travailler comme ouvrier. Blumsztajn qui, il le dit très ouvertement, n'avait jamais vu l'intérêt de s'adresser à la classe ouvrière et qui d'autre part n'avait aucune envie de se retrouver en usine, préféra vivoter avec les petits emplois qu'il put trouver.

L'auteur décrit l'ambiance de ces années-là, où l'inconfort de la vie personnelle, les pressions policières étaient contrebalancés par le fait de se sentir à l'aise dans un petit milieu où amitié et militantisme étaient étroitement liés et où tous ceux qui ne voulaient pas s'aplatir devant le pouvoir bénéficiaient en fait de la sympathie d'une partie de l'intelligentsia... et de la hiérarchie catholique, même quand ils étaient juifs, comme Blumsztajn.

Ce fut au cours de ces années-là que ces intellectuels contestataires rejetèrent « les idéaux de l'Octobre polonais » et toute référence au marxisme.

C'est après les émeutes ouvrières d'Ursus et de Radom, en 1976, qu'ils découvrirent la force de la classe ouvrière et décidèrent de créer le KOR (Comité de défense des ouvriers). Blumsztajn décrit comment, par ses activités de soutien aux ouvriers envoyés devant les tribunaux, à leurs familles, le KOR acquit une certaine notoriété auprès des travailleurs et en tout cas noua des liens à la fois avec les syndicats libres qui s'étaient créés à Gdansk et avec la hiérarchie catholique. Les intellectuels contestataires se plaçaient désormais sur le terrain de la seule « démocratie » et se



Blumsztajn de retour à Paris le 6 février dernier.

voulaient respectueux de la « nation », de l'armée, de l'Eglise, ne voyant dans la classe ouvrière qu'un contrepoids face au régime et un moyen de lui imposer certaines réformes.

Le chapitre consacré aux années 1980-81 n'apprend rien au lecteur quant aux événements de Gdansk et à leur suite. L'auteur reconnaît que le mouvement le prit de court et qu'il eut du mal à y trouver sa place (il se consacra à monter une agence de presse pour Solidarité). Mais il montre com-

ment les membres du KOR d'une part et des « experts », plus respectables aux yeux des autorités, d'autre part s'y intégrèrent. Et il permet de suivre par quelles voies ils contribuèrent à mettre, de fait, le mouvement ouvrier à la remorque politique des idées nationalistes et religieuses.

Blumsztajn se félicite de la « sagesse » des travailleurs polonais face au coup de force de Jaruzelski et ne voit pas d'autre avenir, encore aujourd'hui, que

dans un « consensus » entre le régime et la majorité de la population.

Ce livre apporte des renseignements sur l'itinéraire des militants de l'intelligentsia contestataire de la génération de Blumsztajn. Si l'on n'en attend pas plus, c'est un témoignage intéressant, bien que parfois sommaire.

Sylvie FRIEDMAN

Je rentre au pays de Seweryn Blumsztajn, éd. Calmann-Levy, 206 pages, 70 F.



Après *Les Frères Ashkenazi* et *Yoshe le Fou*, *Camarade Nachman* est le troisième ouvrage d'Israël Joshua Singer traduit en français. L'auteur, mort en 1944, était le frère d'Isaac Bashevis Singer, prix Nobel de littérature en 1978.

Le cadre de son roman est le « shtetl » polonais, bourgade juive du début du siècle. La vie y est dure pour Mattes le colporteur et sa famille, la plus pauvre du village. Mattes place tous ses espoirs dans son unique fils (après une longue succession de filles), Nachman. Il espère qu'il deviendra rabbin... Mais, la famille ayant été obligée d'aller à Varsovie, Nachman y deviendra boulanger. En 1914, lorsqu'éclate la guerre, il perd son travail, comme des milliers d'autres, et rentre en contact avec le mouvement ouvrier. Il restera militant toute sa vie, sera arrêté, torturé, émigrera en Russie, cette « patrie des prolétaires » dans laquelle

il avait placé tous ses espoirs, mais qu'il trouvera sous la chape de plomb du stalinisme.

Le livre se décompose en trois parties : la première dénonce la religion qui pèse de tout son poids sur la population, et d'abord sur les plus pauvres, les inégalités parmi les Juifs, l'éducation religieuse, la condition de la femme, considérée comme sans importance.

La deuxième voit Nachman entrer en contact avec les militants ouvriers, se séparer des socialistes, aller vers le Parti Communiste et vivre la répression sauvage qui frappe les ouvriers. Mais malheureusement, les personnages de militants sont très caricaturaux, en particulier le meneur communiste, le « camarade Daniel », homme brillant et orateur enflammé, mais superficiel, imbu de lui-même, présenté ici comme un stalinien avant l'heure.

Cette partie est irritante. Le mouvement communiste naissant n'a pas attiré à lui que des intellectuels poseurs, carriéristes et manipulateurs d'ouvriers, comme Singer le laisse entendre. La « carrière » que proposait l'Internationale Communiste au début des années 1920, c'était souvent, du moins en Europe centrale, celle d'un « mort en sursis », selon le mot d'un dirigeant du Parti Communiste Allemand, Léviné, d'ailleurs fusillé en Bavière en 1920 par la troupe alliée aux... socialistes.

La troisième partie du livre se passe dans l'URSS stalinienne. On y voit les efforts désespérés de Nachman pour

faire coller son idéal à la réalité, une réalité qui s'impose durement. Les problèmes des ouvriers, le décalage entre les discours officiels et la condition ouvrière, la dictature qui pèse sur la population, sont évoqués de façon frappante.

Même si l'auteur, qui confond les années de naissance du mouvement communiste avec celles du stalinisme, estime que l'expérience communiste n'a été de bout en bout qu'une expérience de dupe pour la classe ouvrière, ce livre, écrit dans une langue simple et concrète, évoque malgré tout, et en dépit des intentions de l'auteur, une époque qui a existé et qui a marqué toute une génération de militants.

Les militants de la génération de Nachman ont eu divers destins, qui n'étaient pas toujours celui du reniement. Certains ont abandonné le mouvement communiste, d'autres ont rejoint les sionistes. Mais parmi ceux qui ont survécu à la guerre d'Espagne et aux déportations nazies, un grand nombre a gardé un certain attachement au mouvement communiste, aussi dégénéré soit-il, gardant pour eux l'amertume des années de dupes stalinienne. D'ailleurs le roman ne nous dit pas quel sera finalement le choix de Nachman, évadé d'URSS.

Même si le constat d'échec est sombre et ne laisse guère de place à l'espoir dans ce livre, il serait dommage de ne pas le lire.

Laurence VINON

Camarade Nachman d'Israël Joshua Singer, éditions Stock, 340 pages, 98 F.

EXPOSITION

Au Grand Palais, à Paris

L'impressionnisme et le paysage français

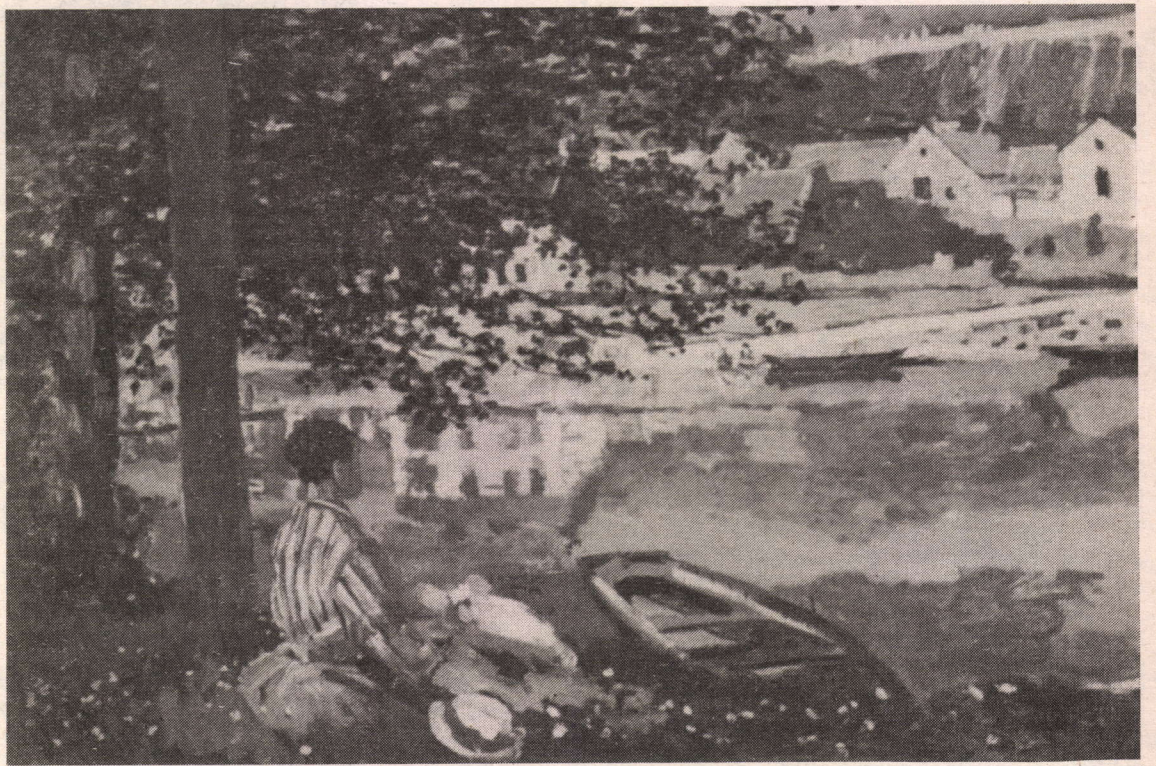
Le Grand Palais à Paris vient d'ouvrir ses portes sur l'exposition *L'impressionnisme et le paysage français*. C'est l'occasion d'admirer des œuvres de Monet, Sisley et Pissarro, provenant de collections françaises et américaines.

L'exposition s'ordonne autour des lieux successifs où les Impressionnistes portèrent leur chevalet : douceur de l'Île-de-France à Chatou, Bougival et Marly, villages de Pontoise et Auvers, Argenteuil et la Seine, le paysage urbain de Paris, les jardins du Petit-Gennevilliers et de Giverny, la campagne française, la mer à Trouville et Etretat, puis l'évasion en Bretagne et dans le Midi.

Car la nature, non pas telle qu'ils la voyaient, mais telle qu'ils la « ressentaient », était la grande inspiratrice de ces peintres des années 1860 à 1890. Sur les traces des paysagistes de plein air de l'École de Barbizon (Millet, Corot, Courbet) et marqués aussi par les œuvres de Manet, ils étaient partis en guerre contre les principes traditionnels du paysage historique ou romantique. Il ne s'agissait plus de rendre une réalité objective à l'aide de certains effets dramatiques ou poétiques, mais de fixer sur la toile la sensation même.

Rejetés des salons officiels, ils organisèrent en 1874 leur exposition. C'est une toile de Monet *Impression, soleil levant*, qui donna son nom au mouvement. Un critique en effet, jugeant le titre particulièrement ridicule, en avait affublé le groupe entier... L'étiquette resta. La technique de ces peintres suscitait l'indignation des critiques : « Ils prennent une toile, de la peinture et un pinceau, répandent de la couleur au hasard et apposent leur signature ». Le choix des sujets et leur façon de les peindre ne révoltaient pas moins. Peindre, par exemple, l'intérieur de la gare Saint-Lazare apparaissait comme un insolent défi : cette gare n'était plus un lieu de rencontre ou de séparation, mais un effet de lumière sur une verrière, sur des nuages de vapeur, sur des silhouettes de locomotives et de wagons (l'exposition présente l'une de ces peintures, très belle).

Mais les Impressionnistes étaient payés de l'ironie et de l'incompréhension qu'ils rencontraient par le sentiment d'une extraordinaire liberté. Tout devenait motif à peindre : combinaisons de tons, de couleurs et de formes, jeux de soleil et d'ombre, reflets...



L'exposition actuelle fait apprécier cette richesse, ce foisonnement de couleurs, de lumières et de formes. De salle en salle, les œuvres éclatent sur les murs. Tout particulièrement la série des meules de Monet, ces neuf présentations du même motif dans tous les effets du soleil, de la neige, des saisons et des heures. Ou encore deux séries de toiles de Gauguin inattendues. Et bien d'autres encore.

Le problème pour le visiteur réside quand même dans le fait que, par souci d'originalité, les toiles ont été classées par lieux ayant inspiré les artistes. Cela présente l'inconvénient de supprimer les références chronologiques et de ne pas permettre de suivre la démarche ou l'évolution d'un peintre. L'absence totale d'explication n'aide pas non plus à s'y retrouver et ne permet pas de comprendre vraiment ce que fut

l'impressionnisme. Reste alors, pour découvrir toutes ces toiles remarquables, à se laisser guider par l'« impression » !

Annick MORIZET

L'impressionnisme et le paysage français. Galeries nationales du Grand Palais (entrée avenue W. Churchill). Tous les jours, sauf mardi, de 10 h à 20 h (mercredi 22 h). Entrée : 22 F ; samedi : 16 F.

FILMS

Sélection dans les salles parisiennes

Films récents...

LES SAINTS INNOCENTS. de Mario Camus.

La vie d'une famille paysanne sous la férule d'un régisseur d'un immense domaine dans l'Espagne des années 1960. Un tableau brutal et poignant de l'oppression des « damnés de la terre » de la campagne espagnole.

Reffet Quartier Latin 5° (vo).
Olympic 14° (vo).

EL NORTE. de Gregory Nava.

Deux jeunes paysans du Guatemala, chassés de leur village par la misère et la dictature, découvrent que les USA dont ils rêvaient leur réservent, eux aussi, leur dose d'oppression sordide.

UGC Opéra 2° (vo). Ciné Beaubourg 3° (vo). Odéon 6° (vo).
Rotonde 6° (vo). Normandie 8° (vo).

ANOTHER COUNTRY de Marek Kanievski

La vie d'un collège anglais dans les années 30. En filigrane, comment de jeunes intellectuels gagnés au com-

munisme sont devenus des « taupes », des espions au service de l'URSS.

Gaumont Les Halles 1° (vo).
Saint-Germain Studio 5° (vo).
Olympic Luxembourg 6° (vo).
Elysées Lincoln 8° (vo).
Gaumont Ambassade 8° (vo).
Lumière 9° (vo). Bienvenue 15° (vo).

AMADEUS de Milos Forman.

Le conflit entre Mozart et Antonio Salieri, un compositeur bien installé. Les portraits des deux adversaires sont remarquables. Et la musique sublime...

Impérial 2°. Rex 2°. Vendôme 2° (vo). Odéon 6° (vo). George V 8° (vo). Gaumont Champs Elysées 8° (vo). Escorial 13° (vo). Montparnos 14°. Calypso 17° (vo).

TRAIN D'ENFER de Roger Hanin

A partir d'un fait divers raciste, la défenestration d'un Algérien dans le train Bordeaux-Vintimille par trois légionnaires, Roger Hanin a fait un film qui dénonce le racisme.

Rex 2°. Ermitage 8°. Montpar-

nasse Pathé 14°.

LES RIPOUX de Claude Zidi avec Philippe Noiret et Thierry Lhermitte.

Des flics corrompus — interprétés par P. Noiret et T. Lhermitte — dans le quartier Barbès, à Paris. Une suite de gags... très documentée.

UGC Opéra 2°. Danton 6°. Biarritz 8°. Paramount Montparnasse 14°. Convention St-Charles 15°. Ranelagh 16°.

KAOS de Paolo et Vittorio Taviani

La paysannerie de Sicile au tournant du siècle vue par l'écrivain Pirandello. Derrière les apparences simples et frustes pointent la sensibilité et quelquefois la folie.

Forum Orient Express 1° (vo).
Impérial 2°. 14 Juillet Parnasse 6° (vo). 14 Juillet Racine 6° (vo). Marignan 8° (vo). 14 Juillet 11° (vo). 14 Juillet 15° (vo).

PARIS, TEXAS. de Wim Wenders.

Un film émouvant qui parle de l'amour, de l'enfance, des êtres perdus et retrouvés... et du rêve américain.

UGC Opéra 2° (vo). Panthéon 5° (vo). Saint-André-des-Arts 6° (vo). Biarritz 8° (vo).

GREYSTOKE. de Hugh Hudson.

Tarzan découvre la jungle... de la bonne société anglaise.
Capri 2°. George V 8°.

STRANGER THAN PARADISE. de Jim Jarmush.

Deux marginaux américains et leur cousine hongroise découvrent la monotonie et l'uniformité du « paradis américain ».

UGC Opéra 2° (vo). Ciné Beaubourg Les Halles 3° (vo). Saint-André-des-Arts 6° (vo). Elysées Lincoln 8° (vo). Olympic Entrepôt 14° (vo). Trois Parnassiens 14° (vo).

... et moins récents

JOHNNY S'EN VA-T-EN GUERRE. de Dalton Trumbo.

Le plus violent réquisitoire contre la guerre.
Saint-Ambroise 11° (vo) mardi à 22 h.

LES DAMNÉS. de Visconti.

La montée du nazisme à travers la vie d'une famille de la grande bourgeoisie allemande.

Denfert 14° (vo) (horaires spéciaux).

RUE CASES-NÈGRES. de Euzhan Palcy.

Une évocation de la Martinique des années 1930, vue du côté des ouvriers agricoles et des petites gens opprimés par le colonialisme français.
Grand Pavois 15°, vendredi 19 h.

LA FLÛTE ENCHANTÉE. d'I. Bergman.

L'opéra de Mozart, filmé par Bergman : un film excellent.
Reffet Quartier Latin 5° (vo).

LITTLE BIG MAN. d'Arthur Penn.

Un vieil indien raconte un siècle de guerres et de démantèlement des tribus indiennes aux Etats-Unis. Une leçon de civilisation donnée aux « civilisateurs ».
Champo 5° (vo).

« La déchirure »

de Roland Joffé

Inspiré d'une histoire véridique, appuyé sur les témoignages de personnes ayant vécu les événements (dont l'auteur principal), le film commence au mois d'août 1973, au cours duquel les B 52 américains attaquèrent « par erreur » la ville cambodgienne de Neah-Luong, écrasant des centaines de civils sous leur cargaison de bombes. Le journaliste du *New York Times*, l'Américain Sidney Shanberg, et son guide, le Cambodgien Dith Pran, réussissent à se rendre sur place afin de voir — et de relater — ce qu'il en est vraiment de ce massacre que veut cacher l'armée américaine.

Deux ans plus tard, en 1975, les deux hommes font toujours équipe, alors que les troupes des Khmers Rouges avancent sur Phnom Penh. Les Américains embarquent fébrilement leurs troupes. Cela vaut au spectateur des images frappantes sur ce

départ en catastrophe. L'ambassadeur, son drapeau soigneusement plié sous le bras, court vers un hélicoptère. Quelques-uns des protégés des Américains réussissent ainsi à faire évacuer leur famille, tandis que la panique s'empare de ceux qui restent, agrippés aux grilles qui ferment l'aéroport et que bloquent les derniers soldats américains.

Shanberg et Dith Pran restent sur place, décidés à assister à l'entrée des troupes khmères rouges dans la ville. Leurs chars et leurs soldats — souvent de jeunes adolescents — défilent, acclamés par la foule. Tombés entre les mains des soldats Khmers Rouges, les deux hommes échappent de peu à l'exécution et se réfugient à l'ambassade de France. Mais seuls les étrangers reçoivent des Khmers Rouges l'autorisation de partir. Les Cambodgiens, eux, doivent rester. La séparation entre Dith

Pran et Sidney Shanberg conclut cette première partie du film.

La seconde partie donne une idée de ce que fut le Cambodge sous le régime des Khmers Rouges, à travers la vie de Dith Pran dans un camp de travail forcé. La faim règne en permanence ; les exécutions sommaires — frappant en particulier tous ceux ayant un certain niveau d'instruction — les châtiments arbitraires et brutaux succèdent aux séquences dites de « rééducation ». Dith Pran n'échappe à la mort que par la fuite à travers la jungle et la montagne jusqu'à un camp de la Croix Rouge

Internationale, de l'autre côté de la frontière thaïlandaise.

Le peuple du Cambodge a été plongé dans la guerre parce que cela faisait partie du jeu politique de Nixon. Le sort de ces millions d'hommes, de femmes et d'enfants n'entraîne pas dans les calculs des dirigeants américains. « Nous les avons ensuite abandonnés à leur sort, comme Shanberg a abandonné Dith Pran » : tel est le point de vue, celui des libéraux américains, qu'exprime le film.

La critique de droite, elle, a surtout retenu la deuxième partie, celle qui

dépeint les atrocités du régime khmer rouge, que cette presse assimile au communisme.

« Je voulais éviter de tomber dans un anti-communisme primaire », déclare Roland Joffé à propos du régime khmer rouge dans une interview. Il ajoute : « J'ai gommé quelques séquences, pour ne pas faire la part trop belle aux Américains. Ce sont, après tout, les principaux responsables de l'horreur qui s'est abattue sur le pays ». Le film, lui, montre tout de même plus l'horreur (des deux côtés) que les responsabilités.

Lucienne PLAIN

L'impérialisme américain a inauguré les massacres

Les événements auxquels le film fait référence et qui ensanglantèrent le Cambodge furent directement liés à la politique de l'impérialisme américain dans le Sud-Est asiatique et à la guerre du Vietnam, cette guerre qui, puisqu'elle commença par la lutte des peuples d'Indochine contre le colonialisme français, dura trente ans et n'épargna aucun peuple d'Indochine, et surtout pas le Laos et le Cambodge, pays frontaliers du Vietnam.

Les efforts de Norodom Sihanouk pour maintenir le Cambodge neutre dans le conflit vietnamien gênaient le gouvernement américain, désireux de détruire les bases vietnamiennes qui s'étaient constituées au Cambodge. Dans ces refuges situés le long de la frontière avec le Sud-Vietnam, les combattants vietcongs se fournissaient en armes, matériel, ravitaillement. Au début de 1970, 25 000 soldats américains pénétrèrent en territoire cambodgien dans le but de détruire les « sanctuaires » vietcongs, comme les appelait la presse américaine. Et le 18 mars 1970, un coup d'Etat télégué par le gouvernement américain renversait Sihanouk, pour le remplacer par l'un de ses principaux dignitaires, le maréchal Lon Nol. Celui-ci mit en place un régime à la botte de l'impérialisme américain et de sa politique dans le Sud-Est asiatique.

L'arrivée au pouvoir de Lon Nol plongea le Cambodge dans la guerre civile : Sihanouk, réfugié à Pékin, faisait appel aux maquis nationalistes des Khmers Rouges qu'il avait combattus jusqu'alors. Les

troupes sud-vietnamiennes appuyées par les soldats américains intervenaient directement pour tenter de briser l'opposition au régime Lon Nol. Cela n'empêcha pas les Khmers Rouges de contrôler 80 % du territoire cambodgien trois ans plus tard, en 1973.

C'est alors que le changement de politique de l'impérialisme américain conduisit au lâchage de leur allié cambodgien. Au début 1973, les accords de Paris entre les représentants du Vietnam du Nord, du Vietnam du Sud et des Etats-Unis donnaient le signal du désengagement des troupes américaines de cette région du monde. Elles quittaient également le Cambodge où le régime Lon Nol avait été incapable, face à une guérilla qui gagnait du terrain, de trouver une assise propre dans le pays.

Début janvier 1975, les forces du GRUNC, c'est-à-dire du Gouvernement Royal d'Union Nationale Cambodgienne composé à l'initiative des Khmers Rouges et de l'ex-souverain Sihanouk, lançaient une nouvelle offensive en direction de la capitale, Phnom Penh, tandis que les troupes américaines accéléraient leur départ. En avril 1975, en même temps que les troupes nord-vietnamiennes entraient à Saïgon, Phnom Penh tombait aux mains des Khmers Rouges. Sous la direction de Pol Pot, ceux-ci instaurèrent une féroce dictature nationaliste dans ce pays dévasté, ruiné, cruellement marqué par cinq ans de guerre.

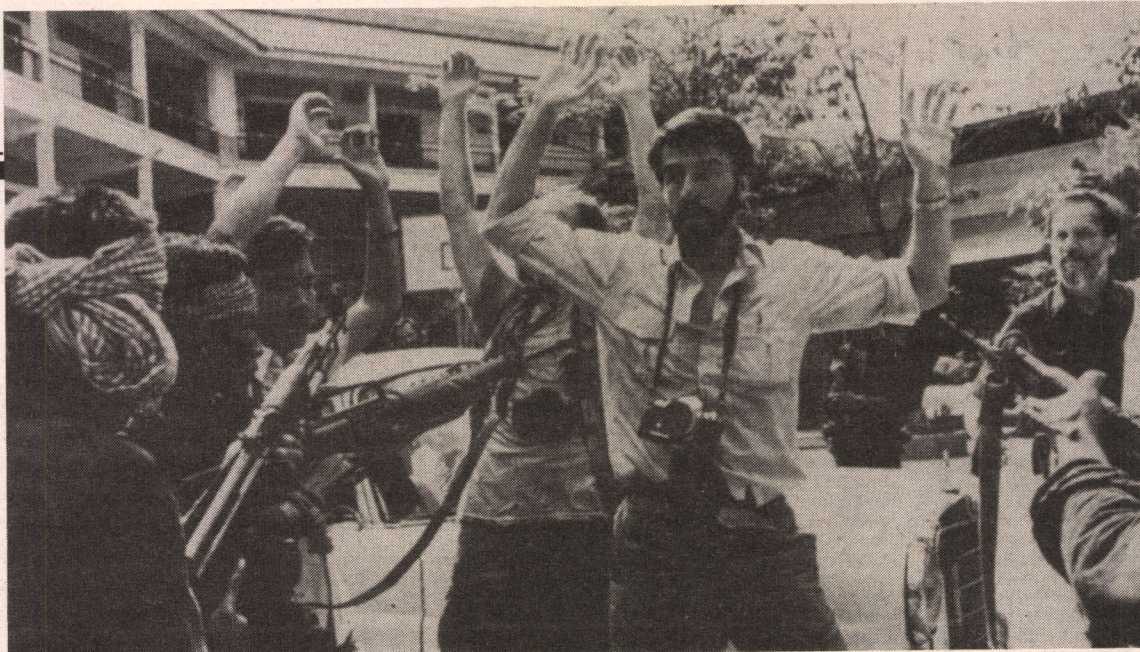
Les Khmers Rouges firent alors tomber un rideau de

silence sur le pays, arrêtant brutalement toutes les relations extérieures. Les nouveaux dirigeants procédèrent à la déportation massive, dans les campagnes, de la population des villes, petite-bourgeoisie et classe ouvrière. Des millions d'hommes et de femmes furent soumis au travail forcé. Les exécutions sommaires se comptèrent par centaines de milliers. La famine s'installa. D'après certaines estimations, le total des victimes du régime se serait élevé à quelque trois millions de morts, sur une population totale de sept millions d'habitants.

Qu'un tel régime se soit rendu odieux à la grosse majorité de la population cambodgienne ne doit guère étonner. Et en janvier 1979, 100 000 soldats vietnamiens purent marcher sur Phnom Penh pour renverser Pol Pot, sans rencontrer, semble-t-il, la moindre résistance. Aucune velléité de défendre le régime ne se manifesta de la part de la population cambodgienne.

La chute de Pol Pot entraîna la mise en place d'un gouvernement pro-vietnamien. Les tenants des Khmers Rouges reconstituèrent des maquis à la frontière thaïlandaise, maquis qui existent encore aujourd'hui, bénéficiant d'ailleurs maintenant de la sympathie et de l'aide américaines et sont à nouveau alliés aux partisans de Sihanouk... La population cambodgienne n'a pas fini de souffrir de la guerre menée dans cette partie du monde par l'impérialisme.

L.P.



« Péril en la demeure »

Le professeur de guitare vient donner des leçons à la fille d'un bourgeois. C'est ainsi que le film commence... et que commencent aussi les ennuis du professeur. Au début, cela se présente pourtant plutôt bien : la mère lui tombe dans les bras, il a du succès auprès d'une curieuse voisine... Et puis les événements s'accroissent : on le

filme, on l'épie, on l'agresse... A cette occasion, il fait la connaissance d'un homme qui lui annonce froidement qu'il est un « tueur » ! Assez rapidement, le héros renonce manifestement à comprendre ce qui lui arrive. Le spectateur qui s'est risqué dans la salle a intérêt à en faire autant

A.C.

Nouvelle-Calédonie

Le gouvernement décide... mais la droite dispose

Non, la gendarmerie et les « ultras » de Nouvelle-Calédonie n'ont pas à craindre de retour de grenade offensive après leur pique-nique à Thio, du moins pas de la part de Pisani.

C'est tout en douceur que ce dernier a mis en cause les gendarmes qui ont laissé passer les manifestants, puis les ont escortés et ont chargé les Kanaks. Lors d'une conférence de presse donnée après ces événements, à la question de savoir si on pouvait pour le moins les qualifier de « bavure », Pisani a répondu en quelque sorte qu'il en doutait encore : « J'ai peur qu'elle en soit une. (...) Je ne le saurai que lorsque j'aurai étudié en détail les rapports qui doivent m'être remis ». Ses commentaires immédiatement après les faits étaient tout aussi flous et modérés : « Les choses ne se sont pas passées comme

j'avais dit qu'elles devaient se passer », a-t-il juste déclaré, n'accusant rien ni personne. Et les « sanctions » annoncées jeudi 21 février par le gouvernement sont empreintes de la même mansuétude : c'est « dans l'intérêt du service » que le capitaine de gendarmerie Saffray se voit notifier son retour anticipé en métropole, pas pour désobéissance... Quant aux cinq Français expulsés de Nouvelle-Calédonie, quatre dirigeants du Front Calédonien et le président de la section calédonienne de l'Union Nationale des Parachutistes, ils ne représentent même pas la partie visible de l'iceberg, dans tout le paquet de notables locaux, magistrats, responsables du maintien de l'ordre, qui depuis maintenant plusieurs mois défient le gouvernement en Nouvelle-Calédonie.

Que sont devenus, eux, les

membres du GIGN qui ont tiré sur Eloi Machoro ? Et ceux qui ont inspiré l'embuscade ? Le général Deiber, dont les explications lors de la reconstitution des faits étaient plus que tortueuses, est resté en place. Il est toujours responsable de la gendarmerie, et précisément même responsable des opérations de Thio dimanche dernier, où seul son subordonné le capitaine Saffray a été rapté... Et les magistrats qui avaient déclaré l'état d'urgence inconstitutionnel lors de sa promulgation, le député RPR Lafleur qui avait publiquement appelé à ne pas le respecter et organisé des manifestations dans Nouméa, n'ont pas été inquiétés.

Pisani a beau vouloir faire croire qu'il prend les choses en main, c'est lui qui apparaît ridicule. Si lui s'excuse et s'embrouille dans ses explications, la droite, elle, accuse :

« Si un haut responsable du maintien de l'ordre a vraiment désobéi au délégué du gouvernement, c'est d'une part qu'Edgard Pisani n'était pas à son poste de commandement et d'autre part qu'il était incapable de se faire obéir », déclare *Le Figaro* du 20 février.

Quant à *France-Soir*, il s'indigne du rappel du capitaine de gendarmerie, destiné à « faire un exemple parmi les gendarmes qui ont un peu trop tendance à croire qu'ils sont chargés de faire respecter l'ordre public » (sic !).

Bref, le gouvernement a beau encaisser les affronts, avaler les humiliations et se contenter au mieux de protestations symboliques, la droite ne lui fait aucun cadeau et déchaîne sa hargne autant et même plus que s'il osait réellement faire face.

Nelly MEYER

Turquie

22 Kurdes condamnés à mort

22 militants séparatistes kurdes viennent d'être condamnés à mort, mardi dernier, en Turquie. Au cours du même procès, le tribunal militaire a également condamné 25 personnes à la prison perpétuelle, 26 autres ayant vu, du fait de leur jeune âge, une peine à perpétuité commuée en des sentences de 10 à 24 ans de prison, et près de 300 autres ayant été condamnées à des peines diverses.

Comme on le voit, la dictature militaire du général Evren ne fait pas dans le détail. Et pas seulement parce que, mardi, elle faisait passer en jugement 624 personnes à la

fois. Des procès réunissant des dizaines, voire des centaines d'accusés ne sont pas chose rare dans la Turquie des militaires. Dans son souci de terroriser la population, la dictature — pour aller plus vite ? — condamne en masse et la clémence n'est pas de mise.

A la fin de l'année 1984, il y avait plus de 200 condamnés à mort dans les prisons turques ; 23 condamnés (essentiellement des militants d'extrême-gauche) ont été pendus depuis quatre ans et, au rythme où fonctionnent les tribunaux militaires turcs, il y a tout lieu de craindre que ce bilan soit rapidement pulvérisé.

D'autant plus que, la Turquie des militaires étant un allié et un client des « démocraties » occidentales, celles-ci ne s'émeuvent pas outre mesure du régime de terreur qui y règne. C'est sans doute ce qui explique, par exemple, que la télévision française s'émeuve bien plus — et en toute « objectivité », bien sûr ! — de ce qui se passe en Pologne que des tueries qu'organisent à l'autre bout de l'Europe les militaires turcs.

Alors, raison de plus pour que se fasse entendre, ici, la voix de ceux qui n'ont aucune envie d'être complices par leur silence des bourreaux d'Ankara.

P. L.

Italie

Remue-ménage dans la Mafia... mais le ménage s'annonce difficile

La vague d'arrestations de mafiosi en Italie n'en finit pas de placer sur le banc des accusés bourgeois et hommes d'Etat.

A Milan, c'est le comte Giorgio Borletti, petit-fils du sénateur Borletti qui fut le fondateur des grands magasins Rinascente et Upim, qui est sur la sellette depuis son arrestation. Le comte avait ajouté, lui, à toutes ces façons respectables aux yeux de la loi de faire du profit, l'exploitation des casinos et encore bien d'autres « activités de type mafieux », comme le dit la justice.

A Naples, c'est Enzo Tortora,

député radical et par ailleurs présentateur vedette de la TV, qui est accusé de trafic de drogue par d'ex-mafiosi repentis.

Quand l'Etat italien décide de s'en prendre à la Mafia, c'est toute une partie des siens, politiciens, hommes d'affaires, célébrités de tout genre, que la société italienne place habituellement à sa tête, qu'il se retrouve à mettre en cause. Car la Mafia en Italie, c'est plus que le syndicat du crime, c'est aussi toute une partie de l'appareil d'Etat et de la bourgeoisie, qui furent d'ailleurs bien utiles à la remise en place de l'Etat italien en 1945.

Mais visiblement, depuis l'assassinat du général Della Chiesa en 1982, il y a des craquements dans l'idylle entre la bourgeoisie italienne, son Etat, et la Mafia.

Et la police italienne, qui va décidément de progrès en progrès, vient de découvrir (en 1985 !) le dédale de souterrains qui a permis en 1982 à toute une partie de la Mafia sicilienne d'échapper aux arrestations. Si elle continue à creuser, le nombre d'hommes d'affaires et d'hommes d'Etat mis en cause risqué d'être... renversant !

N. M.

A BAS LE COLONIALISME FRANÇAIS ! LIBERATION DES PRISONNIERS POLITIQUES !

MEETING

mardi 26 février à 19 h
à l'AGECA, 177, rue de Charonne
Métro Alexandre Dumas

Une vague de procès s'abat actuellement sur les milieux anti-colonialistes antillais. L'heure est à la répression !

19 ans de prison pour Luc Reinette.
14 ans pour Humbert Marboeuf
7 ans pour Henri Peratout, Jacques Grizelin, Louis Sydney.
5 ans pour Marie-Line Peter, Joël Mankin et Leila Kassubi.
4 ans pour Max Celeste par contumace.
3 ans pour Jocelyn Ollime.
18 mois pour Fritz Eugénie et Marc Pulvar.
3 000 F d'amende pour le président de Radio Voka, R. Constant.

Et la liste est incomplète.

Cette vague de procès et de condamnations a pour but de faire taire tous ceux qui veulent remettre en cause la présence coloniale française et ses abus chez nous. Travaillons, nous sommes directement concernés par ces procès (...). C'est pour cela que les organisations signataires appellent l'émigration antillaise à un meeting pour organiser une manifestation contre la répression coloniale en Martinique, Guadeloupe et dans l'émigration, le mardi 26 février à 19 h à l'AGECA, 177, rue de Charonne, métro Alexandre-Dumas.

Par ailleurs, les organisations soussignées vous appellent à être tous présents au Palais de Justice (M° Cité), 16° chambre correctionnelle à 13 h 30, le 26 février où comparaitra Théodore Custos. Il est accusé de coups et blessures sur agent dans l'exercice de ses fonctions à l'occasion du procès de Radio Voka, alors que c'est lui qui a été frappé.

Groupe Révolution Socialiste (Antilles)
Combat Ouvrier
Mouvement Populaire pour la Guadeloupe Indépendante (Emigration)
Révolution Permanente
Martiniquais Communistes Résidents en France